



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2757
4 juin 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Contre le chômage,
répartition du travail
entre tous

Pour l'augmentation
des salaires et des retraites

Pour le contrôle des
travailleurs sur l'économie

Aux élections régionales,

votez

Lutte ouvrière

Dimanche 13 juin

Rassemblement festif à Presles

Leur société

- Inflation : le pouvoir d'achat menacé 3
- Immigration : Macron menteur post-colonial 3
- Migrants : la solidarité n'est pas un délit 6
- PIB : croissance du pipeau 6
- Droite : où est ta mangeoire ? 6
- Tous anti-Covid : pas de petits profits 6
- Logement : pas tous à la même enseigne 6
- Il y a 150 ans, la Commune de Paris 6
- Aide sociale à l'enfance : assistants familiaux dans la rue 7
- Pollution automobile : étranglés financièrement pour mieux respirer 7
- Lycée Angela-Davis : non à la mise au pas ! 7
- Parcoursup du combattant 7
- Congés : un vol patronal 12
- Police : la fête des maires 12
- Épargne : 142 milliards de réserves, pour qui ? 12
- Autolib : objets touchés par le chômage 12

Dans le monde

- Rwanda : retour sur le lieu du crime 8
- Mali : les menaces de Macron 8
- Colombie : une révolte qui ne faiblit pas 9
- États-Unis : le massacre raciste de Tulsa, un souvenir qui dérange 9
- Inde : les travailleurs de l'automobile face au Covid 10
- Croatie : des Rafale plutôt que des hôpitaux 10
- Transport maritime : laisser-faire, laisser-polluer 10
- États-Unis : les voyages de la liberté 11
- Algérie : le pouvoir veut museler toute contestation 16
- Une agression sauvage et la colère des enseignants 16
- Namibie : un génocide pas cher payé 16
- Travail des enfants : plus nombreux plus exploités 16

Dans les entreprises

- RATP 13
- Coca-Cola - Dunkerque 13
- Renault - Guyancourt 13
- Fonderie de Bretagne 13
- Hôpital Saint-Antoine Paris 14
- Hôpital Saint-Louis - Paris 14
- Territoriaux de Paris 14
- Ikea : Saint-Quentin-Falavier 15
- La Redoute 15

Élections régionales

- Réunions publiques : 4
- À Strasbourg 4
- À Orléans : 4
- À Caen 4
- À Presles : meeting et rassemblement festif 5
- Au programme 5
- Venir au rassemblement festif 5
- Réunions publiques 5
- Élections partielles : les résultats de Lutte ouvrière 3

L'impérialisme français et le génocide rwandais

Jeudi 27 mai, quand Macron est allé au Rwanda, la presse a annoncé qu'il allait s'excuser du rôle joué par la France dans le génocide qui a fait 800 000 morts en 1994. Il ne l'a pas fait.

Formellement, vingt-sept ans après les massacres, Macron a reconnu « *la part de souffrance que la France a infligée au peuple rwandais en faisant prévaloir le silence sur l'examen de la vérité* ». Tous ses mots étaient pesés pour avoir l'air de concéder une certaine responsabilité de l'État français, sans la reconnaître vraiment.

Macron a daigné revenir sur le passé, mais en imposant aux victimes presque la même version des faits que tous les présidents qui l'ont précédé, à commencer par Mitterrand, qui était en exercice au moment du génocide. Et, à l'entendre, c'était déjà beaucoup. C'est tout juste si les Rwandais n'auraient pas dû se sentir honorés par ce geste de l'ancienne puissance, qui accepte de revenir parce qu'elle n'est plus fâchée.

Après avoir été une colonie belge, le Rwanda est passé sous la coupe de la France. Comme l'ancien colonisateur belge, l'impérialisme français a joué sur les divisions ethniques entre Hutus et Tutsis. Le régime autoritaire du président Habyarimana, en place juste avant le génocide, s'appuyait sur des membres de l'ethnie Hutu et permettait à la France qui le soutenait d'avoir une position forte dans cette région d'Afrique. Face à ce régime, le Front patriotique rwandais, qui ralliait les opposants, s'appuyait, lui, majoritairement sur l'ethnie Tutsi, avec le soutien de l'impérialisme anglo-américain.

Quand ces opposants se sont mis à vraiment menacer le régime d'Habyarimana, l'impérialisme français a tout fait pour qu'il reste en place, en l'aidant à armer et entraîner les milices d'extrême droite que celui-ci avait créées. Et ce sont elles qui ont semé la terreur et commis le génocide, dont les victimes ne furent pas seulement les Tutsis mais aussi les Hutus opposants au régime.

Aujourd'hui, en affirmant que le temps de la réprobation avait suffisamment duré, Macron a officialisé le retour de l'impérialisme français au Rwanda. Ce n'est pas que le Rwanda représente aux yeux des capitalistes français un intérêt économique important, c'est surtout qu'il fait partie de sa zone d'influence. Et, même après la mort de

centaines de milliers de personnes, dont il partage la responsabilité avec les milices génocidaires, il considère encore qu'il est là-bas chez lui.

La France a perdu son ancien empire colonial, mais elle a maintenu sa domination sur les pays qui en sont issus, sous une autre forme, veillant à ce que leurs régimes lui soient favorables, en les soutenant financièrement et militairement. Elle a pu le faire d'autant plus que les États-Unis, qui sont devenus l'impérialisme dominant et incontesté depuis la Deuxième Guerre mondiale, voient un intérêt à ce que la France prenne en charge le maintien de l'ordre dans son ancienne zone coloniale.

Alors, au Mali, au Tchad, en Côte d'Ivoire et dans plusieurs autres de ses anciennes colonies, elle maintient en permanence des troupes. Plus de 5000 soldats français sont présents au Sahel, au nom de la lutte contre le terrorisme, en réalité pour soutenir des dictateurs liés à la France.

Et, dans tous ces pays, les richesses minières et agricoles sont pillées par des groupes industriels des pays riches, en particulier français. Total a la main sur le pétrole du Gabon et Orano (ex-Areva) sur l'uranium du Niger. De grandes fortunes françaises se sont construites grâce à ces richesses. Boussac, l'ancien industriel du textile, appelé le « roi des cotonnades », avait des plantations dans de nombreux pays d'Afrique et fut l'une des plus grosses fortunes d'Europe. Bolloré, qui possède en France tout un empire dans les transports et les médias, a raflé presque la totalité des ports de l'Afrique de l'Ouest et des lignes de chemins de fer. Sans parler de la mainmise des banques françaises sur l'économie.

Il faut être conscients que ce sont les mêmes capitalistes qui nous exploitent et nous licencient, ici, et qui, là-bas, sont les vrais maîtres de ces pays. Ils les maintiennent dans une misère qui ne laisse pas à ceux qui veulent s'en sortir d'autre choix que de fuir en espérant trouver une vie meilleure dans les pays occidentaux. Comme ces milliers de migrants qui ont risqué leur vie en tentant de rejoindre à la nage l'enclave espagnole de Ceuta.

Notre sort à tous, travailleurs du monde entier, est lié. Nous avons les mêmes exploités et le même ordre social à combattre et à renverser.



Militaires français aux côtés de miliciens hutus lors de l'opération Turquoise.

Inflation : le pouvoir d'achat menacé

Les prix augmentent : ceux de l'essence, du fioul domestique, du gaz et de toute une série de produits de consommation. Et ces hausses risquent de devenir de plus en plus importantes.

Depuis mardi 1^{er} juin, les tarifs réglementés du gaz ont encore augmenté. En un an, cela fait une hausse de 23 %. La raison invoquée par la Commission de régulation de l'énergie est que la demande est forte, l'offre faible et que cela fait monter les prix. La même justification est avancée pour le prix du litre d'essence ou de gazole qui a augmenté de 25 centimes en trois mois.

Ces hausses ne touchent pas que le secteur de l'énergie. Le prix du bois de construction a triplé en un an, celui du plastique a doublé, comme celui de l'acier. Le cuivre a atteint son record historique. Dans l'alimentaire, le prix des céréales est à son plus haut niveau depuis cinq ans. Même celui du porc a augmenté de plus de 50 %. Il y a une multitude de causes à cette situation. Mais, en même temps, il y a des raisons fondamentales liées au fonctionnement de l'économie capitaliste.

Au printemps 2020,

l'économie s'est presque arrêtée pendant des semaines, voire des mois. Beaucoup d'entreprises ont stoppé leurs commandes à leurs fournisseurs. Par répercussion, les productions d'acier, de pétrole, de gaz ont chuté. Des hauts-fourneaux et des raffineries ont été mis à l'arrêt. Certains puits de pétrole ont été fermés. Dans le transport maritime, des porte-conteneurs géants ont été désarmés.

Quand l'économie est repartie, les entreprises ont relancé leurs commandes. Mais, dans les secteurs des matières premières et du transport, les grands groupes industriels leaders ont pu s'entendre pour ne relancer la production sur leurs sites que lentement et à un niveau inférieur à celui d'avant la crise du Covid. Car, d'une part, ils ne voulaient pas se retrouver avec des surcapacités et, d'autre part, sous-produire leur permettait de faire monter les prix. Ils ont ainsi énormément accru leurs



JAMAÏON UN SPLASH

marges et fait des bénéfices exceptionnels.

Grâce à un prix du pétrole en hausse de 38 % depuis trois mois, Total a pu annoncer un profit record de 3,3 milliards de dollars rien que pour le premier trimestre 2021, tout en n'ayant eu à augmenter sa production que de 0,8 %. Sur l'année 2020, le transporteur maritime français CMA-CGM a fait une marge jamais vue de plus de 6 milliards de dollars, en profitant du fait que le prix moyen de la location d'un conteneur avait plus que triplé. Et puis, il faut ajouter que les spéculateurs ont aussi contribué tant à la hausse qu'à la pénurie, en achetant des matières premières, en les retirant du marché pour faire monter les prix et en les revendant ensuite avec

une grosse plus-value.

Tout cela aggrave la désorganisation de l'économie. Des usines et des chantiers sont mis à l'arrêt par manque de matières premières. Dans le bâtiment, certains produits de construction sont carrément en rupture de stock, les fournisseurs ne donnant plus ni prix ni délais de livraison. Et, en bout de chaîne, ce sont les consommateurs, surtout ceux des couches populaires, qui payent la note.

L'inflation pourrait n'être qu'à ses débuts et, si on en croit les prévisions des banquiers, pourrait même devenir explosive. Selon un rapport du Crédit Suisse : « Par rapport au dernier quart de siècle, nous sommes entrés, pour 12 à 18 mois, dans une période

d'incertitudes extraordinairement élevées sur l'inflation. » Aux États-Unis, celle-ci est déjà très importante, de 4 % sur un an, le chiffre officiel le plus élevé depuis trente ans. En Europe, elle atteint pour l'instant près de 2 %. Mais, depuis le début de l'année, elle est chaque mois plus importante.

Face à la hausse des prix, les travailleurs devront imposer l'augmentation des salaires et des pensions et leur indexation sur les prix, sous leur surveillance directe. Collecter les informations sur l'évolution du niveau des prix et sur celui des salaires est possible dans chaque entreprise, qu'elle soit privée ou publique. Les couches populaires ne peuvent accepter de voir leur pouvoir d'achat laminé.

Pierre Royan

Immigration : Macron menteur post-colonial

Macron a profité de son voyage en Afrique pour livrer au *Journal du Dimanche* quelques brèves de comptoir à propos de ce continent et de ses rapports avec l'ancienne puissance coloniale.

Ainsi, le président se targue d'avoir appris à la jeunesse de Ouagadougou que ses problèmes d'aujourd'hui « ne sont pas liés au colonialisme » : « Ils sont davantage causés par la mauvaise gouvernance des uns et la corruption des autres. » Et « ce sont des sujets africains », ajoute même le bon apôtre français.

Macron compte donc

pour rien la présence constante des troupes françaises dans les anciennes colonies, le fait que les gouvernements s'y font et défont sur accord de la France et que les entreprises françaises ont la haute main sur tous les secteurs vitaux de l'économie. Il tait le fait que la France contrôle étroitement la monnaie de ces pays, encadre leurs forces

de répression, les arme, surveille leur diplomatie, forme leurs hauts fonctionnaires. Il cache qu'elle fait tout cela pour conserver aux Bolloré, Bouygues, Total, etc. une copieuse rente de situation. La mauvaise gouvernance dont parle Macron est le fait des serviteurs locaux de l'impérialisme français et les corrupteurs sont ses représentants autorisés, entrepreneurs, commerçants ou diplomates.

Cela rend encore plus lamentable le couplet présidentiel sur le prétendu « détournement du droit d'asile ». En effet Macron, après bien d'autres, voudrait distinguer parmi les migrants les victimes de la répression et de la guerre de ceux qui ne souffrent « que » de la pauvreté et d'un avenir bouché. Les premiers doivent pouvoir être accueillis en France (au compte-gouttes et après quel parcours d'obstacles !), les seconds doivent être refoulés, dit Macron, qui prévoit, si rien n'est fait, un terrible face-à-face en Méditerranée



Lupo

entre l'Europe forteresse et les masses de candidats à l'immigration, un fantasme jusque-là réservé à l'extrême droite. Cette partie de l'interview annonce, s'il en était besoin, la teneur de la future campagne présidentielle et une concurrence sur le terrain de Le Pen.

Vis-à-vis de l'Afrique, Macron continue la politique de l'impérialisme français. Il s'agit de préserver ses intérêts économiques et stratégiques en aidant les pires dictatures s'il le faut, en envoyant la troupe lorsque c'est nécessaire. Ses phrases sur

l'émigration ne sont que de la propagande électorale de bas étage. En effet, rien ne détournera les jeunes candidats à l'exil, prêts à risquer leur vie pour un avenir meilleur, et certainement pas les discours et les menaces d'un président français.

Quant aux travailleurs résidant sur le sol français, depuis cinq générations ou depuis cinq semaines, ils doivent les accueillir comme des frères et des renforts dans la lutte de classe, apportant de nouveaux liens avec tout un continent.

Paul Galois

Élections partielles : les résultats de Lutte ouvrière

Lutte ouvrière présentait des candidats dans deux élections législatives partielles, dont le premier tour s'est tenu dimanche 30 mai.

Dans la 6^e circonscription du Pas-de-Calais, notre candidate, Laure

Bourel, obtient 663 voix, soit 3,11 % (contre 530 voix et 1,10 % en juin 2017).

Dans la première circonscription de l'Oise (Beauvais), Renée Potchtovik obtient 421 voix, soit 1,99 % (contre 336 voix et 0,83 % en 2017).

Avec Lutte ouvrière, faire entendre le camp des travailleurs !

Aux élections régionales, le 20 juin prochain, Lutte ouvrière présente des listes dans toutes les régions. Contre le grand patronat et la bourgeoisie, contre les politiciens qui les servent au gouvernement ou rêvent de les servir, le vote Lutte ouvrière affirmera que les travailleurs doivent refuser de payer les conséquences de la crise économique et sanitaire par le chômage, la précarité, les bas salaires.

Dans ces élections, ce sera le seul vote utile pour ceux qui n'ont que leur paie, leur allocation chômage ou leur retraite pour vivre, et qui veulent en finir avec l'exploitation.



La liste Lutte ouvrière en région Centre-Val de Loire

La liste « Lutte ouvrière - Faire entendre le camp des travailleurs » en région Centre-Val de Loire, conduite par Farida Megdoud, est composée de travailleuses et de travailleurs, actifs ou retraités, qui sont engagés dans la lutte contre les profiteurs capitalistes.

La crise du Covid l'a montré encore une fois : ce patronat est destructeur d'emplois et irresponsable face aux besoins des travailleurs, mais aussi de toute la société. Depuis plus d'un an, des milliards d'aides sont versés par l'État et les collectivités locales aux industriels de la pharmacie, comme Sanofi ou Delpharm. Mais les actionnaires de multinationales comme Hutchinson ou Michelin n'ont pas hésité à se débarasser de travailleurs par dizaines ou par centaines, alors qu'en pleine crise il est bien plus improbable de retrouver un emploi. Dans ces entreprises, comme ailleurs chez Amazon, SKF ou dans le bâtiment, les cadences et l'exploitation s'aggravent et les gros actionnaires se gavent.

Dans le secteur public, les patrons que sont l'État, la région, les départements ou les mairies de villes importantes demandent aux salariés d'en faire plus, parfois en allongeant le temps de travail. Partout la charge de travail augmente car les embauches sont inexistantes ou insuffisantes.

Dans la santé, les restructurations s'accompagnent d'une réduction du personnel, comme s'il suffisait d'avoir des murs ou des machines pour soigner ! L'épuisement du personnel dans les hôpitaux, les cliniques et les Ehpad a déclenché des grèves et des protestations salutaires, comme à la clinique Ronsard de Chambray-lès-Tours. Tous ces travailleurs qui font fonctionner le secteur hospitalier et celui des services à la personne devraient être ceux qui les dirigent, car ils savent quels sont les besoins réels en personnel comme en matériel. S'ils avaient le contrôle des secteurs où ils exercent, ils sauraient prendre en compte ces besoins. Les dirigeants actuels sont serviles face aux intérêts des financiers et des capitalistes, intérêts qui gangrènent ces secteurs vitaux, mais aussi la production et toute la vie sociale.

Les candidats de la liste Lutte ouvrière sont tous des travailleurs. Ils connaissent la dégradation des conditions de travail, le recul des salaires ou des pensions de retraite trop faibles. Les

travailleurs ne doivent pas se contenter de la place que cette société capitaliste leur réserve. Ils peuvent collectivement contester les décisions du patronat, de l'État, et décider ensemble d'un autre fonctionnement, qui prendra en compte les intérêts des travailleurs et des classes populaires.

Notre liste permettra aux travailleurs de dire qu'il faut cesser de déverser l'argent public aux capitalistes, de dire que, dans les grandes entreprises, il faut non seulement arrêter les suppressions d'emplois, mais embaucher les travailleurs précaires et améliorer les salaires qui doivent suivre le coût de la vie.

Tous ceux qui ne se résignent pas peuvent exprimer clairement leur colère face à cette organisation sociale qui ne profite qu'aux riches. Ils peuvent montrer qu'ils ne sont pas dupes des politiciens de droite et d'extrême-droite, mais aussi de gauche, qui représentent tous le système à leur façon, et qui sont prêts à le gérer comme d'autres l'ont fait avant eux. Ils pourront le faire en votant pour notre liste. Ils pourront aussi dire clairement que, pour que ça change, il faut être prêt à s'en prendre aux intérêts du grand patronat, aux capitalistes, et à contester leur pouvoir.



Réunion à Champs-sur-Marne.

À Orléans : «aux travailleurs de diriger!»

« Face à la possibilité que l'extrême droite accède au pouvoir, que dire à ceux qui s'en inquiètent et qui préconisent l'union de la gauche ? » La question a été posée à Nathalie Arthaud lors de la réunion publique du 26 mai à Orléans.

Mais, sans sous-estimer le danger, comment oublier que les différentes moutures d'union de la gauche n'ont ni protégé les travailleurs des attaques patronales, ni réduit l'influence de l'extrême droite, au contraire : ses trahisons l'ont alimentée.

Au pouvoir, les partis socialiste et communiste ont accrédité l'idée que le capitalisme serait le seul système possible. Aujourd'hui, La France insoumise s'assoit sur les valeurs du mouvement ouvrier en répandant le nationalisme, qui divise les travailleurs, et en voulant faire oublier que les vraies frontières sont sociales.

Des assistants ont évoqué les formes actuelles d'exploitation : le télétravail, Uber, Deliveroo...

Auto-entrepreneurs, intérimaires ou autres, les travailleurs doivent trouver le chemin de l'organisation et de la lutte collective. La lutte victorieuse et tenace des employées de l'Ibis Bagnolles en témoigne.

Mais Bill Gates ne mérite-t-il pas sa fortune, produit de l'innovation technologique ? s'est interrogé un étudiant. Ce serait oublier que toutes les innovations sont le fruit d'une recherche et d'un travail de toute la collectivité humaine. La fortune des capitalistes, d'un Gates comme d'un autre, est le produit du pillage des ressources et de l'exploitation, y compris celle d'enfants.

Alors oui, ce sont les travailleurs qui font tout dans la société, à eux de la diriger !

À Strasbourg : «comment faire taire Le Pen?»

Une réunion publique de Lutte ouvrière s'est tenue samedi 29 mai à Strasbourg, avec Nathalie Arthaud et la tête de liste régionale, Louise Fève, cheminote à Strasbourg.

Beaucoup ont témoigné de ce qu'ils ont vécu lors de la crise sanitaire ; de la façon dont les patrons l'ont utilisée pour aggraver la flexibilité à l'usine de boîtes de vitesses Punch ; des salaires composés de primes, non versées pendant le confinement et faisant perdre des centaines d'euros par mois à bien des travailleurs. De la façon dont les autorités ont voulu imposer leurs décisions à la population, par exemple avec des protocoles changeant d'un jour sur l'autre dans les écoles.

Il y a là, comme l'a dit Nathalie, « le mépris congénital de la société capitaliste, où les travailleurs sont là pour bosser et se taire. Imposer des protocoles, cela ne coûtait rien au gouvernement. Mais dédoubler les classes, mettre des préfabriqués pour avoir des locaux, il en avait

pourtant le temps depuis la première vague, mais il n'a rien fait. »

La gauche nous protégera-t-elle du pire ? a demandé un participant. Dans cette période de crise économique, les capitalistes ne font pas de cadeaux, et un gouvernement de gauche, à l'instar de celui de Tsipras il y a quelques années en Grèce, serait même incapable de « desserrer l'étau ». Sans parler de la course à l'échalote avec l'extrême droite et du pitoyable spectacle du PS et du PC manifestant avec les policiers aux côtés de Le Pen et Darmanin.

En revanche, a souligné un des présents, quand les travailleurs se battent, tant qu'on se défend, « Le Pen, on ne l'entend pas ».

La meilleure façon de la faire taire !

Dimanche 13 juin à Presles, meeting et rassemblement festif!

Le 13 juin, de 9 heures à 20 heures, à Presles dans le Val-d'Oise, Lutte ouvrière organise un rassemblement festif en soutien aux listes qu'elle présente aux élections régionales.

À 15 heures, Nathalie Arthaud prendra la parole. Dans le respect des contraintes sanitaires aujourd'hui obligatoires, des débats, des concerts sont programmés. Il sera possible de se restaurer.

La fête habituelle de Lutte ouvrière n'a pas pu se tenir cette année, mais la même chaleur humaine, la même fraternité et l'envie de changer cette société seront au rendez-vous de cette journée.

Alors, dès maintenant, demandez vos cartes d'entrée à nos camarades ou commandez-les en ligne (5 euros minimum de participation aux frais par personne pour les 14 ans et plus).

Au programme



Meeting de Nathalie Arthaud à 15 heures

Débats

Forums politiques

L'impérialisme français au Sahel – Israël-Palestine – Les violences policières – Industrie pharmaceutique – Contre l'oppression des femmes – La politique sanitaire du jeune État soviétique dans la Russie révolutionnaire – Comment combattre l'extrême droite – Protectionnisme et étatisation économique

Forums d'entreprises

- **Santé**: plus malade du capitalisme que du coronavirus
- **Automobile**: délocalisations, relocalisations, une politique au service de qui?
- **Transports**: les travailleurs face aux attaques et à la mise en concurrence

Espace Karl Marx

Arlette Laguiller: Toujours militante – Jean-Jacques Marie: *Vivre dans la Russie de Lénine* – François Graner: *L'État français*

et le génocide des Tutsis au Rwanda – Julien Chuzeville: *Léo Frankel. Communiste sans frontières* – Chloé Leprince, pour le livre d'Édith Thomas, *Les «Pétroleuses»* – Mehdi Charef: *Rue des Pâquerettes* et *Vivants* – Combat ouvrier: Martinique-Guadeloupe: le statut politique et les intérêts des travailleurs – Alain Lecaie: *France: une industrialisation à pas de tortue* – Christian Gasquet: *Chili 1970-1973*



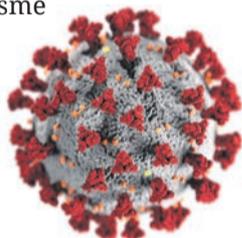
Espace Rosa Luxembourg

Vive la Commune! – 1920, la naissance du Parti communiste – La social-démocratie allemande et la Commune de Paris – La révolution russe et l'émancipation des femmes – L'Union

Espace scientifique

Conférences

Marc Peschanski, biologiste: Le Covid-19, ce qu'il est et ce qu'il révèle du capitalisme



SCIENSANO

Mini-conférences

À quoi sert la 5G – Les singes et le langage – Vaccins et virus: c'est quoi l'ARN? – Comment on teste les médicaments...

La Roulotte de la Science

« Nos ancêtres les migrants: les révélations de notre ADN ».

Spectacles

Sur le grand podium

- **11 heures**: Compagnie Jolie Môme, chansons contestataires
- **13h45**: Agnès Bihl, récital « Il était une femme »
- **17 heures**: Flavia Coelho, chanteuse brésilienne, world music

Dans les allées

Soul musique, country, rock, le cirque Uhler, théâtre médiéval, opéra bouffe



COMPAGNIE JOLIE MÔME

Arboretum

Promenades commentées de 50 min.

Librairies Restauration



Réunions publiques

Jeudi 3 juin

Nantes

18 heures, avec Nathalie Arthaud et Eddy Le Beller

Samedi 5 juin

Mulhouse

15 heures, avec Louise Fève et Nathalie Mulot

Dimanche 6 juin

Marseille

15 heures, avec Nathalie Arthaud et Isabelle Bonnet

Mardi 8 juin

Rouen

19 heures, avec Nathalie Arthaud et Pascal Le Manach

Mercredi 9 juin

Lille

19 heures, avec Nathalie Arthaud et Éric Pecqueur

Grenoble

18h30, avec Chantal Gomez

Poitiers

18h30, avec Guillaume Perchet et Patrice Villeret

Jeudi 10 juin

Toulouse

18h30, avec Nathalie Arthaud, Malena Adrada et Olivier Le Penven

La Rochelle

18 heures, avec Guillaume Perchet et Antoine Colin



Sur <https://www.lutte-ouvriere.org/regionales> nos lecteurs trouveront:

- les détails de ces rendez-vous, ainsi que la liste complète des réunions de nos listes.
- la composition de l'ensemble de nos listes
- nos circulaires électorales et dépliants de campagne
- des liens vers les interventions de nos candidats dans les médias
- une revue de presse
- un formulaire de contact, en vue des votes par procuration

En pratique

Pour venir

En train: la gare de Presles-Courcelles (ligne H) est à 900 m du lieu du rassemblement. Navette entre la gare de Presles et l'entrée (priorité aux personnes à mobilité réduite). Horaires sur transilien.com

Départ toutes les heures de Paris-Gare du Nord à partir de 6h34. Retour: toutes les heures de 5h47 à 23h47.

En voiture: le stationnement à Presles est difficile. Parking réservé à 300 m du rassemblement.

Covoiturage: www.mobicoop.fr/covoiturations-evenements/665/Rassemblement-festif-de-Lutte-Ouvriere-2021

Covid-19

La réglementation et la préfecture imposent à tous les participants (de plus de 11 ans) comme pour tous les

rassemblements de plus de 1000 personnes, la présentation d'un pass sanitaire, soit à l'heure actuelle: un certificat de vaccination complète, un test négatif de moins de 48 heures (PCR ou antigénique) ou un certificat de guérison du Covid-19 (test positif de moins de 6 mois et plus de 15 jours). Nous tenons à protéger tous les participants, et nous respecterons les gestes barrières.

Informations: <https://13juin.lutte-ouvriere.org/>

Migrants : la solidarité n'est pas un délit

Jeudi 27 mai, s'est ouvert à Grenoble le jugement en appel des « sept de Briançon ». Trois cents personnes se sont rassemblées devant le tribunal, à l'appel d'associations comme la Cimade, Médecins du Monde, Tous Migrants, pour dénoncer un nouveau procès de la solidarité avec les migrants.

Jugés pour « aide à l'entrée irrégulière de personnes étrangères sur le territoire national », ils avaient seulement participé à une manifestation organisée en avril 2018 pour dénoncer les actions de membres du groupe Génération identitaire. Ces militants d'extrême droite avaient, durant un week-end et en toute impunité, reconstitué un poste frontière au col de l'Échelle, dans les Hautes-Alpes, et paradé en annonçant leur

volonté de surveiller le passage d'éventuels migrants. En réaction, 400 manifestants partis de Clavière, en Italie, avaient traversé le col de Montgenèvre pour rejoindre Briançon. Le fait qu'une vingtaine de migrants se seraient joints à la manifestation et seraient entrés ainsi en France a servi de prétexte aux autorités pour poursuivre sept manifestants.

En première instance, en décembre 2018, cinq d'entre

eux avaient été condamnés à six mois de prison avec sursis, alors que les deux autres s'étaient vu infliger un an de prison, dont quatre mois ferme. En appel, des peines, certes allégées, ont été à nouveau requises contre eux. Les militants de Génération identitaire, condamnés en première instance, ont pu, eux, bénéficier de la clémence de la justice, qui les a relaxés en décembre 2020.

Le verdict sera rendu le 9 septembre. Il serait scandaleux que les seuls à être finalement condamnés dans cette affaire soient ceux qui ont voulu témoigner leur solidarité avec les migrants.

David Mencas

PIB : croissance du pipeau

En répétant sur toutes les ondes que « la reprise a déjà commencé », Brune Le Maire espère que ses déclarations, exprimées sur un ton assuré, deviendront réalité. C'est la bonne vieille méthode Coué.

Fin mai, on apprenait que, contrairement aux projections du ministère de l'Économie qui l'estimait en hausse de 0,4%, le PIB avait reculé de 0,1% au premier trimestre en France. Qu'à cela ne tienne, Le Maire a immédiatement assuré que « les indicateurs sont tous bien orientés » et que « notre ambition est d'avoir 5% de croissance en 2021, soit le taux le plus élevé depuis un demi-siècle en France ».

En fait, depuis 2012, la France n'a dépassé les 2% de

croissance annuelle qu'une seule fois, en 2017. Alors, 5% de croissance paraît un exploit. Mais, même si cette prévision se matérialisait en 2021, cela ne rattraperait pas la baisse de 7,9% du PIB français en 2020. D'ailleurs, en mars 2021, le niveau d'activité économique était inférieur de 4,7% à celui de fin 2019.

De plus, le PIB ne reflète que très imparfaitement la production de richesses. Alors qu'il avait augmenté au total de 11% en France

entre 2015 et 2019, la production industrielle avait, elle, baissé de 12%, avant même l'aggravation subite de 2020. Depuis, la chute a continué : en mars 2021, la production était inférieure de 18% à celle de 2015.

Quant à la part des richesses produites qui échoit à la classe des travailleurs, elle se réduit sous la pression que les capitalistes exercent en permanence pour s'arroger la part du lion. La seule croissance apparaissant comme certaine est celle du chômage : en douze ans, le nombre de travailleurs touchés par ce fléau a presque doublé.

Lucien Déroit

Covid : pas de petits profits

On apprend que le parquet national financier a ouvert en septembre 2020 une enquête préliminaire pour favoritisme, à la suite d'une accusation de l'association Anticor concernant le contrat de maintenance de l'application StopCovid développée par le gouvernement.

Au lancement de cette application, en juin 2020, le gouvernement s'était félicité du fait que des entreprises privées, dont Dassault Systèmes, Orange, Capgemini, etc. avaient travaillé gratuitement. Ce serait mal les connaître.

Dans les faits, tout n'était pas si rose. Le contrat de maintenance attribué à la société Outscale, une filiale de Dassault, n'avait fait l'objet d'aucun appel d'offres, alors que cela est obligatoire pour tout marché de fournitures et de services d'un montant

supérieur à 139 000 euros hors taxes. Or, si le développement de l'application avait été fait gratuitement, le contrat de maintenance, lui, était payant et Outscale le facturait entre 200 000 et 300 000 euros par mois.

Aujourd'hui, à la suite de très nombreux bugs, le gouvernement a transformé StopCovid en TousAntiCovid, téléchargé à ce jour par plus de 16 millions de personnes. Et on peut penser que le montant du contrat de maintenance n'a pas été revu à la baisse.

Cédric Duval

Droite : où est ta mangeoire ?

Abandonnée par une partie de son électorat, la droite semblait écartelée entre trois chevaux : Macron, qui en attiré une partie en lui offrant des postes, Le Pen, qui en a gagné une autre en lui promettant un avenir, Jacob, l'actuel président du parti LR, qui croit pouvoir préserver l'héritage en se gardant à droite et à gauche.

Guillaume Peltier, numéro deux du parti, a désormais décidé de tirer de son côté. Il a demandé, lors d'une interview à RTL dimanche 31 mai, une justice d'exception contre les terroristes et affirmé avoir les

« mêmes convictions » que Robert Ménard, le maire de Béziers, soutenu par le RN et familier des provocations racistes. En cas de deuxième tour opposant Macron et Le Pen, Peltier voterait blanc. Il propose en fait à LR de changer de pied et d'envisager une alliance avec le RN.

À droite toute, sus aux immigrés, haro sur les travailleurs et vivent la police, les prisons, l'argent facile et le grand capital ! De quelque côté qu'ils tirent, tous ces atelages produisent le même crottin, pour ne pas dire la même m...

P. G.

Logement : pas à la même enseigne

La vente de manoirs, hôtels particuliers et châteaux se porte bien. Le cabinet Le Nail, dont c'est le fonds de commerce, a annoncé une augmentation de 40% de ses transactions en 2020 et de 20% au premier trimestre 2021. Ce serait un effet du Covid-19, qui aurait donné des envies d'espace, de parcs et jardins. « En ce moment, on a quatre à cinq transactions en même temps. Parfois, nous avons plusieurs acheteurs pour un même bien. Cela n'arrive jamais », s'enthousiasme un vendeur d'agence au *Figaro*.

Au moment où, au 1^{er} juin, le gouvernement met fin à la trêve des expulsions, qui menace 60 000 personnes et



où la réforme des APL pèse sur les budgets de millions de familles populaires et de leurs enfants, ce boom des ventes de châteaux donne des envies de jacquerie.

B. S.



Il y a 150 ans, la Commune de Paris

Dimanche 30 mai, nombre d'amis et sympathisants de Lutte ouvrière se sont retrouvés au Mur des Fédérés, cimetière du Père-Lachaise, pour

commémorer les 150 ans de la Commune, saluer les travailleurs qui, en 1871, ont pris le pouvoir pendant 72 jours à Paris.

C'est au chant de l'*Internationale* qu'une gerbe d'œillets rouges a été déposée devant le mur où les derniers combattants ont été fusillés.

Aide sociale à l'enfance : assistants familiaux dans la rue

Les assistants familiaux étaient en grève le 20 mai dans de nombreuses villes de France, à l'appel de la CGT services publics, pour dénoncer leurs conditions de travail et réclamer des hausses de salaire. Des rassemblements se sont tenus devant les conseils départementaux et les préfetures.

Les 40 000 travailleurs du secteur prennent en charge, en les accueillant à leur domicile, les 76 000 mineurs ou jeunes adultes de moins de 21 ans séparés de leurs parents par décision judiciaire. Agents non titulaires, leurs salaires diffèrent selon les départements qui les emploient et n'atteignent même pas partout le smic. La précarité

financière est encore renforcée par le fait que les enfants peuvent leur être retirés du jour au lendemain.

Si le métier est reconnu depuis 2005 par la création d'un diplôme d'État, la majorité des assistants familiaux n'ont reçu qu'une formation d'à peine 60 heures. Les manifestants ont témoigné d'une dégradation de l'état de santé physique



À Beauvais le 20 mai.

et mentale des enfants qui leur sont confiés. Ils sont de plus en plus souvent confrontés à des problèmes d'addiction, de violence et de décrochage scolaire, sans qu'aucune formation spécifique ni aide extérieure leur soient apportées.

Dans de nombreux départements, face à la pénurie de familles d'accueil, dont le nombre a baissé de 10 000 ces dix dernières années, des assistants

familiaux sont incités à accepter des placements d'enfants en urgence au-delà du nombre de trois prévu par la loi. Ces situations qui devaient être temporaires se pérennisent bien souvent, au détriment de l'ensemble des membres de la famille.

Le secrétaire d'État à la Protection de l'enfance, Adrien Taquet, a annoncé la présentation d'une loi au Parlement en juillet qui devrait notamment fixer

une rémunération minimale pour l'accueil d'un enfant par un assistant familial. Mais ce minimum ne sera certainement pas très élevé. Quant aux moyens qu'il serait nécessaire de débloquent pour permettre à l'Aide sociale à l'enfance de prendre en charge correctement les enfants, rien n'est prévu. Autant dire que d'autres mobilisations seront encore nécessaires.

David Mencas

Pollution automobile : étranglés financièrement pour mieux respirer ?

Depuis le mardi 1er juin, les véhicules diesel immatriculés avant 2006, classés Crit'Air 4, ne peuvent plus circuler en région parisienne dans la zone limitée par l'autoroute A 86.

Ce périmètre, la zone à faible émission (ZFE), comprend, outre la capitale, 79 communes de proche banlieue. Des villes de province comme Lyon ou Grenoble ont également adopté le dispositif.

Cette décision est censée diminuer la pollution dans les grandes villes et de réduire le nombre de décès qui lui sont imputables. Cela est certes louable, même s'il y aurait bien d'autres mesures à prendre pour arriver à cet objectif, à commencer par le développement d'un réseau de transports en

commun pouvant éviter aux travailleurs de prendre leur véhicule pour se rendre là où ils travaillent. Mais reste que l'obligation de remplacer sa voiture va prendre à la gorge la partie la plus pauvre de la population.

Actuellement, un peu plus de 209 000 véhicules individuels et 27 500 utilitaires circulent avec la vignette Crit'Air 4 dans la zone concernée. Leurs propriétaires, pour la plupart, n'ont pas les moyens de les remplacer. Les aides existantes ne suffisent pas à financer l'achat d'un véhicule

neuf, et l'acquisition d'une voiture d'occasion relativement bon marché, souvent juste un petit peu moins polluante, ne fait que repousser le problème. Les critères vont en effet progressivement se durcir jusqu'à l'interdiction totale des véhicules diesel et essence au profit des voitures électriques, prévue pour 2040.

Ce renouvellement forcé du parc automobile, sous la menace d'amendes, va représenter une ponction financière pour tous les travailleurs. À une époque où les trusts de l'automobile et du pétrole se vantent d'être plus verts les uns que les autres, ce serait à eux de le financer.

Daniel Mescla

Lycée Angela-Davis Saint-Denis : non à la mise au pas !



Lundi 31 mai, une centaine de personnes se sont rassemblées devant le rectorat de Créteil en soutien à quatre enseignants du lycée Angela-Davis de Saint-Denis, convoqués pour des reproches futiles ou basés sur des rapports mensongers.

Deux d'entre eux ont reçu un blâme, deux autres un simple rappel au règlement, le rectorat peinant à justifier les sanctions.

L'année précédente avait vu une inspection générale commandée par le ministère, un article calomnieux dans *l'Express*, et une interview de Blanquer annonçant dans le même journal que des sanctions seraient prises contre un établissement dont il jugeait les enseignants trop remuants.

Les demandes de sanction à répétition, engagées par une nouvelle direction aimant à montrer ses muscles, visent en fait tout le personnel. Il s'agit d'intimider tous ceux qui se sont mobilisés contre la réforme du bac ou pour l'application d'un

protocole sanitaire correct. La réaction massive qui a eu lieu au sein de l'établissement montre que ce n'est pas la peur, mais l'écœurement et la colère que ces manœuvres inspirent.

L'établissement n'est pas le seul visé par les sanctions, comme en ont témoigné des enseignants des lycées Jacques-Brel de Choisy-le-Roi et Mozart du Blanc-Mesnil, venus en soutien en compagnie d'autres établissements et de conducteurs de bus.

Manifestement le ministère prépare le terrain pour ses prochaines attaques et, s'il agite la matraque, c'est qu'il craint les réactions que sa politique va inévitablement provoquer.

Correspondant LO

Parcoursup du combattant

Depuis le 27 mai, les lycéens reçoivent les réponses pour les formations qu'ils ont demandées après leur bac.

Sans surprise, les refus s'accumulent et se multiplient. Et pour cause : face aux 635 000 futurs bacheliers inscrits en 2021, le nombre de places offertes dans l'enseignement supérieur, universités, classes préparatoires ou BTS est très inférieur

aux besoins.

L'an dernier, plus de 93 000 bacheliers étaient restés sans affectation à la suite de la première phase d'admission. Cette année, le nombre de ceux qui se retrouvent au bout du compte sans affectation risque d'être encore plus élevé. Selon l'intersyndicale du supérieur, il faudrait construire trois universités de plus et embaucher plus de

9 000 enseignants pour répondre aux demandes. Or 310 000 bacheliers supplémentaires sont attendus cette année, sans que des moyens supplémentaires soient prévus, que ce soit les locaux ou les embauches du personnel nécessaire.

C'est ce que le gouvernement appelle considérer la formation des jeunes comme une priorité.

Aline Rétesse

Rwanda : retour sur le lieu du crime

Avec son discours prononcé au Rwanda, devant le mémorial dédié aux victimes du génocide de 1994, Macron a évoqué les «responsabilités lourdes et accablantes de la France» dans le génocide de 1994, tout en écartant les accusations de complicité de l'État français.

Cette hypocrisie et ces mensonges n'ont pas d'autre objectif que de permettre à l'impérialisme français de reprendre pied au Rwanda, et aux capitalistes français de passer des accords économiques avec le pouvoir rwandais. Celui-ci a facilité la tâche de Macron, le président Paul Kagamé ayant accepté de voir dans les déclarations de Macron «un grand pas» et ajouté : «Nous devons l'accepter.»

Macron avait préparé le terrain du retour de la France au Rwanda, grâce à un rapport d'historiens, taillé sur mesure pour étayer la thèse d'un aveuglement des dirigeants français de l'époque. Cela permet de nier la culpabilité de l'État français de par sa politique en Afrique. Mais le discours de Macron à Kigali ne pouvait que révolter ceux qui ne sont pas dupes du cynisme de l'opération. Les phrases sur les souffrances endurées par les victimes ne coûtent rien et servent d'emballage à l'ignominie.

Depuis vingt-sept ans, les preuves de la complicité des gouvernements français et de l'armée française

sont accablantes, car les faits sont têtus. Oui, le pouvoir en France connaissait depuis 1990 les préparatifs de génocide. Oui, l'armée française avait formé les génocidaires. Oui, certains militaires français ont participé aux massacres de civils. Oui, le gouvernement rwandais d'alors, responsable de la mort d'un million de personnes, a été formé dans les salons de l'ambassade de France. Oui, les autorités françaises ont fait évacuer les génocidaires pour les protéger et ont permis aux hauts dignitaires de ce régime assassin de se réfugier en France.

Tout cela ne découlait pas de l'aveuglement de Mitterrand, mais d'une politique acceptée par tous les partis au gouvernement à l'époque. À la base de cette politique de l'État, il y a non seulement un racisme post-colonial, mais surtout la défense des intérêts impérialistes. Or ceux-ci étaient mis à mal au Rwanda depuis 1990 par l'avancée du Front patriotique rwandais (FPR) contre le gouvernement d'Habyarimana, allié de la France, qui y voyait la pression de l'impérialisme



Réunion avec des chefs d'entreprise à Kigali.

anglo-américain.

Comme toujours, ce sont les intérêts et les profits des capitalistes qui ont dicté la politique du gouvernement français. Et les centaines de milliers de morts, les dévastations, la barbarie n'ont arrêté ni les politiciens, ni les hauts gradés de l'armée.

Aujourd'hui, ce sont en fait ces mêmes intérêts qui guident Macron. Sarkozy puis Hollande ont déjà tenté sans grand succès de rétablir des liens avec le Rwanda, pour redonner aux trusts français une place dans cette région d'Afrique. Mais Macron, qui n'est politiquement lié ni à la famille socialiste ni à celle de feu le RPR, peut se permettre des mots que les autres ne pouvaient pas prononcer sans

risquer d'éclabousser leur entourage.

Depuis deux ans, ce retour des capitalistes français au Rwanda se préparait discrètement. C'est l'Agence française du développement (AFD) qui s'est faite leur éclaireur à Kigali. Cette agence, prétendument dédiée au «développement», sert depuis toujours à préparer leurs investissements. Elle prête aux pays pauvres de l'argent pour des investissements commandés en général à des entreprises françaises. Celles-ci récupèrent ainsi tranquillement de l'argent public aux dépens de la population française. En même temps, ces prêts aggravent la dette de ces pays et enrichissent aussi les banques, bien souvent

françaises, aux dépens de la population africaine.

Depuis 2019, l'AFD a prêté près de 120 millions d'euros au Rwanda pour des projets divers, ouvrant la porte à d'autres possibilités de marchés pour les capitalistes français. Et c'est ainsi que Vivendi a pu construire un complexe culturel à Kigali pour 40 millions d'euros, sans parler de sa présence sur le marché des télécommunications locales.

Macron n'était pas seul à Kigali. Une dizaine de chefs d'entreprise l'accompagnaient pour signer des contrats. Quitte à marcher dans les flaques de sang laissées par les génocidaires de 1994, si bien formés par l'armée française.

Marion Ajar

Mali : les menaces de Macron

Emmanuel Macron a menacé de retirer les troupes françaises du Mali. Ce n'est pas la présence à la tête du pays d'un militaire issu d'un coup d'État qui le chagrine, mais la possibilité qu'il puisse s'engager sur la voie d'un accord avec les djihadistes.

Le colonel Assimi Goïta a finalement libéré le président Bah N'Daw et le Premier ministre Moctar Ouane qu'il avait fait arrêter et incarcérer au camp militaire de Kati le 24 mai, après son coup d'État. Cette libération n'est cependant intervenue qu'après les avoir forcés à démissionner et s'être fait lui-même proclamer président par la Cour constitutionnelle. Macron a déclaré au *Journal du Dimanche* avoir appelé du Rwanda ses homologues africains pour leur mettre la pression. «Je leur ai passé le message que je ne resterai pas à côté d'un pays où il n'y a plus de légitimité démocratique ni de transition», leur a-t-il asséné, parlant encore et toujours comme à des subordonnés.

Mais quelle légitimité y avait-il dans le régime malien aujourd'hui renversé, issu

d'un coup d'État intervenu il y a neuf mois? Bah N'Daw et Moctar Ouane, aujourd'hui renvoyés à leurs foyers, ne devaient leurs postes qu'au bon vouloir d'Assimi Goïta et de ses officiers des forces spéciales, qui étaient allés les chercher après avoir renversé Ibrahim Boubacar Keïta. Et quelle légitimité possède au Tchad Mahamat Idriss Déby, si ce n'est d'être le fils de son père? Macron l'a pourtant adoubié en se rendant à l'enterrement de ce dernier.

Ce qui inquiète Macron, c'est qu'Assimi Goïta ait proposé le poste de Premier ministre à un membre du M 5 Rassemblement des forces patriotiques. Ce mouvement était à l'origine des manifestations qui ont déstabilisé le régime d'Ibrahim Boubacar Keïta et finalement abouti à son renversement par la

junte militaire en août 2020. Il s'est créé autour de l'imam Dicko, un prédicateur défendant l'application d'un islam rigoriste, hostile à toute forme de liberté pour les femmes mais surtout prônant le dialogue avec les chefs des groupes djihadistes. Et Macron de préciser dans son interview au *Journal du Dimanche*: «Au président malien Bah N'Daw, qui était très rigoureux sur l'étanchéité entre

le pouvoir et les djihadistes, j'avais dit: «L'islamisme radical au Mali avec nos soldats sur place? Jamais de la vie.» Mais il y a aujourd'hui cette tentation au Mali.»

Le président prépare-t-il la voie à un retrait des troupes françaises, conscient que l'intervention militaire est vouée à l'échec et suscite une hostilité croissante sur tout le continent africain? Veut-il simplement faire pression

sur Assimi Goïta, comme il l'avait fait en janvier 2020 en convoquant à Pau les chefs d'État africains impliqués dans le conflit? Ils avaient eux-mêmes demandé de demander eux-mêmes la venue de l'armée française. En tout cas, l'intérêt de la population malienne est totalement étranger à ces calculs, comme depuis le début de l'intervention française en 2013.

Daniel Mescla



Assimi Goïta et Bah N'Daw.

Colombie : une révolte qui ne faiblit pas

Depuis le 28 avril, les journées de manifestations et de grèves se succèdent en Colombie, face à la hausse de la pauvreté et contre les menaces du président Ivan Duque et la violence de la répression contre les manifestants.

Même les décomptes officiels font état de près de soixante morts, de milliers de blessés et de centaines de disparus. Le gouvernement a mis le feu aux poudres avec un projet de réforme fiscale prévoyant une hausse de la TVA sur les produits de base et un fort élargissement de l'assiette de l'impôt pour les travailleurs pauvres. Face à l'ampleur de la mobilisation dans le pays, le pouvoir a rapidement fait marche arrière et le ministre des Finances a dû démissionner.

Depuis, la contestation n'a pas cessé. La violence de la répression policière, l'augmentation de la pauvreté, qui

touche près de la moitié des 50 millions de Colombiens, soulèvent l'indignation.

Les manifestants, qui ont aussi obtenu l'abandon d'une attaque contre le système de santé, réclament des mesures contre la pauvreté, la gratuité des études supérieures, l'amélioration des services publics et une réduction des inégalités. Ils organisent des barrages routiers dans diverses zones du pays, et les manifestations de la journée se prolongent le soir et la nuit par des affrontements avec les forces de répression.

En réponse, le régime traite les contestataires de terroristes, les accusent de

mettre en péril la lutte contre l'épidémie et d'avoir des liens avec les narcotrafiquants. Cette dernière accusation est d'autant plus mensongère qu'à Cali les gros bras des narcos prêtent main-forte à la police contre les manifestants.

Le président Duque n'est pas face à sa première vague de manifestations. Des mobilisations massives avaient eu lieu en 2019 puis en 2020 pour dénoncer des privatisations, la remise en cause du droit du travail et les assassinats perpétrés par les nerfs de l'État, des possédants ou des narcos. L'ONG colombienne Indepaz a recensé plus d'un millier de militants assassinés depuis 2016, date de la signature de la paix entre le gouvernement et la guérilla des FARC. Et Duque n'a rien fait pour aider à la



FEDERICO RIOS NNY

réinsertion des ex-guérilleros dans la société civile.

Le 28 mai, il a annoncé qu'il déployait l'armée dans la région de Cali, la troisième ville du pays, qui compte plus de 2 millions d'habitants, où un enquêteur judiciaire a été lynché parce qu'il venait de tuer deux manifestants. Duque dit qu'il ne fera plus de concession tant que les barrages routiers n'auront pas été levés et que les organisations mobilisées, en tête les directions syndicales et l'opposition, n'auront pas clairement condamné la résistance des manifestants.

En réponse, une nouvelle journée de manifestations et de grève nationale a été appelée pour mercredi 2 juin. Le gouvernement invite ce qu'il appelle cyniquement «l'assistance militaire» et les autorités locales à rétablir l'ordre par tous les moyens. Mais, face à un pouvoir qui ne connaît que la manière forte contre la population, les manifestants, dont de nombreux jeunes à qui ce régime n'offre ni moyens d'étudier ni moyens de travailler, n'ont pas l'intention de plier.

Sacha Kami

États-Unis : le massacre raciste de Tulsa, un souvenir qui dérange



Joe Biden vient de se rendre à Tulsa, dans l'Oklahoma, où se déroulait il y a un siècle un massacre de Noirs, que des historiens ont décrit comme l'événement de violence raciale le pire de l'histoire des États-Unis, qui en compte pourtant beaucoup.

Un Noir de 19 ans, cireur de chaussures, accusé d'avoir agressé sexuellement une Blanche de 17 ans, avait été arrêté par le shérif. Le 31 mai 1921, une foule d'un millier de Blancs s'étant massée, la crainte de son lynchage avait mobilisé 75 Noirs, dont certains armés. Devant le tribunal de Tulsa une fusillade éclata dans la soirée, faisant douze morts.

Le 1^{er} juin, de nombreux Blancs s'armaient, certains assermentés sur-le-champ par le shérif. Encouragés à agir par les autorités municipales, qui faisaient courir la rumeur d'une insurrection des Noirs de Tulsa, ils se précipitaient vers le quartier de Greenwood, dont la population noire allait subir leur

violent assaut.

Les émeutiers blancs mirent le feu à de nombreuses habitations et commerces, aidés par de petits avions qui lâchaient des bombes. Le quartier de Greenwood fut entièrement détruit sur quarante pâtés de maisons.

Le nombre des victimes noires de ce véritable pogrom n'a jamais été établi avec précision. En 2001, une commission a chiffré de 75 à 300 le nombre de Noirs décédés le 1^{er} juin 1921, auxquels il faut ajouter plus de 800 blessés. Les autorités internèrent 6 000 personnes pendant plusieurs jours : les victimes noires évidemment, pas les agresseurs. La population noire de Tulsa diminua d'un seul coup.

La période suivant la fin de

la Première Guerre mondiale fut marquée par de nombreux lynchages. Le gouvernement américain avait engagé une vaste campagne stigmatisant comme «antiaméricain» le mouvement ouvrier, et les communistes en particulier. Encouragés par cette

propagande, des milices patronales ou d'extrême droite et des racistes passaient à l'acte, voulant «remettre les Noirs à leur place». Ils ne supportaient pas que des Noirs se sentent un peu émancipés après avoir été mobilisés dans l'armée ou avoir travaillé dans l'industrie au cours de la guerre.

Le gouverneur actuel de l'Oklahoma ne souhaite pas que ce passé peu reluisant soit enseigné dans les écoles de son État. Début mai, il a promulgué une loi limitant l'enseignement de l'histoire du racisme d'État et de la législation ségrégationniste restée en vigueur jusque dans les années 1960.

Ce clin d'œil du gouverneur républicain à l'électorat raciste a choqué jusque dans les rangs de la commission

chargée depuis cinq ans de préparer la commémoration du centenaire du massacre de Tulsa. Un de ses membres, pourtant républicain lui aussi, en a démissionné, avant que celle-ci refuse de recevoir et d'auditionner le gouverneur comme prévu.

Quant à Biden en visite à Tulsa, il a annoncé des aides aux entreprises possédées par des Noirs et une réglementation anti-discrimination accrue dans le domaine du logement. C'est, du moins dans les discours présidentiels, le retour à un peu de discrimination positive, ce qui n'a pas fait en cinquante ans disparaître les inégalités raciales. Aux États-Unis, le racisme est loin d'être uniquement une affaire historique.

Lucien Détroit

Lisez *Lutte de classe* revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 216 (mai 2021) :

- Lutte ouvrière dans les élections régionales
- Tribune des généraux : l'État, «une bande d'hommes armés»
- Biden : essai de relance d'un capitalisme empêtré dans sa crise
- Irlande du Nord : les émeutes des jeunes loyalistes et le Brexit
- Porte-conteneurs géants : le commerce mondial à la merci d'un coup de vent
- La prison : un rouage de l'ordre social

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.



Inde : les travailleurs de l'automobile face au Covid

La ville de Chennai, anciennement Madras, dans l'État du Tamil Nadu au sud-est de l'Inde, est une agglomération de 11 millions d'habitants. Elle héberge de grandes usines de construction automobile, dont les salariés ne se sont pas rendus au travail par crainte du Covid.

Cet État est l'un de ceux où le nombre de personnes infectées par le coronavirus est très élevé. Vu leurs conditions de travail, les milliers de travailleurs qui font tourner les usines d'une douzaine de constructeurs automobiles de Chennai se sont sentis particulièrement menacés. Des manifestations de mécontentement avaient eu lieu fin mai chez Hyundai et Ford, avant que les dirigeants ferment les usines, incapables de faire face à la contagion, celle due au virus comme celle de la colère montante.

Chez Renault-Nissan, près de 9 000 ouvriers et employés, dont une grande partie de temporaires, ont menacé de faire grève, par l'intermédiaire de leurs représentants syndicaux. La direction était accusée de faire tourner les chaînes sans la moindre distanciation physique ni mesure d'hygiène. Les syndicalistes ont attaqué en justice les autorités qui laissaient les constructeurs automobiles poursuivre l'activité, en prétextant l'urgence des commandes. Le 31 mai, le tribunal a ordonné une

inspection des installations, tout en demandant aux travailleurs de retourner à l'usine. Même si la plupart des constructeurs ont repris l'activité ce jour-là, de nombreux travailleurs n'ont pas confiance dans les promesses de la direction d'instaurer des mesures de sécurité. Ils exigent, tant que dure l'épidémie, un étalement des effectifs sur plusieurs équipes, ainsi que des compensations financières pour les familles des travailleurs décédés des suites du Covid.

Les responsables sont tout désignés, les patrons de Renault-Nissan n'ayant proposé la vaccination qu'à 200 travailleurs sur l'ensemble de l'effectif. Tout un symbole...

Viviane Lafont



Dans une usine automobile de Chennai.

Croatie : des Rafale plutôt que des hôpitaux

Le gouvernement croate a annoncé vendredi 28 mai l'achat de douze avions Rafale d'occasion au prix de 999 millions d'euros, pour remplacer les Mig-21 acquis au temps de l'URSS. Le prix comprend la formation et l'entraînement des pilotes, et l'armement, missiles et bombes guidées.

Dassault et le gouvernement français ne cachent pas leur joie : l'engin a été préféré à des F16 américains dernier cri, à des F16 d'occasion proposés par Israël et à un avion suédois. Le Rafale l'aurait emporté, grâce en grande partie à un prêt garanti par la France.

La population croate, dont 20% vivent en dessous du seuil de pauvreté devra payer la facture. L'image de carte postale qu'offre la Croatie devenue une

destination touristique prise, du moins avant que la pandémie de Covid-19 ne tarisse les flux, ne masque pas que ce pays de 4 millions d'habitants reste un des plus pauvres d'Europe. La pandémie de Covid-19 l'a frappé de plein fouet, mettant le système médical au bord de la rupture. Les urgences pour la population seraient évidemment ailleurs que dans l'achat d'avions de guerre, d'autant qu'en mars et décembre 2020 le pays a

été secoué par deux tremblements de terre.

Née de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, membre désormais de l'Union européenne, la Croatie constitue, avec la constellation des États des Balkans, des marchés ouverts à la compétition entre les trusts pour y vendre leurs engins de mort. C'est d'autant plus un danger que, derrière l'apparent apaisement des conflits et tensions, le feu couve et que le nationalisme continue de faire des ravages. Pour la population croate, cet achat n'est pas une bonne nouvelle, mais un fardeau financier d'abord, et une menace de prochains conflits.

Boris Savin



SHIPPING AND FREIGHT RESOURCE

Transport maritime : laisser-faire, laisser-polluer

Le X-Press Pearl, porte-conteneurs de 186 mètres, est en feu depuis le 20 mai à quelques milles au large de Colombo, au Sri Lanka.

Une partie de la cargaison flambe, une autre, mélange de dizaines de tonnes de billes de plastique et de déchets de combustion, pollue des kilomètres de côtes et toute une étendue maritime, le reste coulera avec le navire. Le Sri Lanka annonce déjà la pire pollution de son histoire.

Le X-Press Pearl était un bâtiment neuf, armé par la première compagnie mondiale de cabotage, prenant les conteneurs sur les bateaux géants pour les convoyer dans les ports de moindre importance et de moindre tirant d'eau sur le circuit de l'océan Indien. Ayant repéré des fuites d'acide nitrique sur un conteneur, l'équipage avait demandé le droit d'escale au Qatar pour décharger la cargaison. Les autorités ayant refusé, en affirmant que le port n'en avait pas les moyens techniques, le navire a donc fait route, avec sa fuite d'acide. Le feu a pris le 20 mai, en vue de Colombo. L'équipage, avec deux blessés, a pu être évacué, mais les secours n'ont pu arrêter l'incendie ni empêcher la pollution.

Le bateau contenait au moins 25 tonnes d'acide nitrique, une cargaison de soude caustique, une cargaison de 50 tonnes de carburant marin et 278 tonnes de fioul lourd dans ses soutes, plus 28 conteneurs de granulés plastiques pour emballage, et bien d'autres choses encore puisqu'il emportait 1 486 conteneurs.

L'incendie s'étant déclaré

près d'une côte, la pollution est spectaculaire et documentée. Mais ce genre d'incendie est assez fréquent, les assureurs en comptent en moyenne un tous les deux mois ! Plus de la moitié sont dus au fait que l'équipage ne sait pas vraiment ce que contiennent les boîtes. Ainsi on peut exposer au soleil des tropiques, en haut de la pile, un conteneur qui devrait rester au frais, à fond de cale. Et surtout, une fois l'incendie parti, on ne sait pas avec quoi le combattre, parce qu'on ne sait pas ce qui brûle.

Au moment où les autorités envoyaient le X-Press Pearl à la catastrophe, une réunion de l'Organisation maritime internationale consacrée à la sécurité tirait ses conclusions. Une proposition visant à mieux contrôler les conteneurs afin de lutter contre les incendies avait été déposée. L'OMI en a pris bonne note et promis qu'elle serait examinée en son temps. La proposition dans le cadre du gigantisme, de créer l'obligation d'un service de remorquage d'urgence sera elle aussi examinée.

Tout pour le profit, tant pis pour les équipages ! Pour la pollution et le reste on examinera cela plus tard. Ni l'échouage de l'Ever Given dans le canal de Suez en mars, ni l'incendie du X-Press Pearl en mai n'auront fait dévier les grands armateurs et les pouvoirs publics de leur politique.

Paul Galois

États-Unis : les "voyages de la liberté"

Le 4 mai 1961, sept Noirs et six Blancs prenaient place dans un bus reliant la capitale Washington à la Nouvelle-Orléans. Ils avaient l'intention de voyager côte à côte, ce qui n'était pas toléré dans les États du Sud qu'ils allaient traverser.

Agressés et frappés par des racistes, emprisonnés par la police, condamnés par la justice, ces treize voyageurs n'atteignirent jamais leur destination. Ce n'était pas une surprise pour ces courageux militants du Congrès pour l'égalité raciale (CORE). C'étaient des étudiants, à part James Farmer, un dirigeant plus âgé, qui voulaient avant tout dénoncer les lois et coutumes ségrégationnistes du Sud. Leur Freedom ride (voyage de la liberté) se déroulait dans le cadre d'une mobilisation bien plus large qui, dans les années 1950 et 1960, entraînait la jeunesse noire, et bien au-delà, dans un combat contre le racisme d'État.

connu fut lancé en 1955 à Montgomery, dans l'Alabama, après l'arrestation de Rosa Parks, qui avait refusé de laisser son siège à un Blanc. Ce boycott n'avait été que la première étape d'une année de luttes rassemblant une part importante des Noirs de Montgomery et débouchant sur des meetings et des manifestations massives. Malgré la dure répression policière et les arrestations, les Noirs avaient fini par gagner le droit d'emprunter les bus de la ville à l'égal des Blancs.

En 1960, un vaste mouvement parti de Greensboro, en Caroline du Nord, se développa pour contraindre les cafétérias et restaurants à servir les Noirs, comme

violemment les militants qui s'en extrayaient. Transportés à l'hôpital local, ils y auraient été lynchés, si un groupe local de Noirs, armés et organisés pour la protection des militants des droits civiques, n'était pas arrivé sur place en urgence.

Reprenant leur route dans un autre bus, les militants furent à nouveau tabassés à l'escale de Birmingham, sous les yeux de la police locale. Un hôpital refusa de soigner l'un d'entre eux, qui avait besoin d'une cinquantaine de points de suture au cuir chevelu. Ils ne purent pas reprendre la route, car les chauffeurs de la compagnie Greyhound refusèrent de les accepter, certains que leur bus serait de nouveau attaqué par les racistes.

Ce premier Freedom ride fut suivi d'autres les jours suivants. Systématiquement, les militants étaient



Ségrégation dans un bus.

afin que les droits des Noirs soient reconnus.

Or les Kennedy ne voulaient pas entrer en conflit avec ces États et leurs dirigeants, qui faisaient partie de leurs soutiens. C'est en fait sur le mouvement noir que le président fit pression, en qualifiant d'antipatriotiques ces voyages militants qui, en attirant l'attention sur la ségrégation, ternissaient aux yeux du monde entier l'image de « pays de la liberté » que voulaient avoir les États-Unis. Les autorités racistes, qui frappaient et emprisonnaient les Noirs, n'étaient pas dénoncées, tandis que Kennedy demandait aux Freedom riders d'interrompre leur mouvement.

La non-violence et ses limites

Leur réponse fut au contraire de multiplier les voyages en bus mêlant Noirs et Blancs, au mépris des risques, pour accroître la pression. Durant l'été 1961, des centaines de militants prirent le bus dans ces conditions, particulièrement vers la ville de Jackson, dans le Mississippi, où les autorités locales en jetèrent 300 en prison.

En août 1961, un de ces voyages prit la direction de Monroe, en Caroline du Nord, où Robert Williams avait organisé depuis des années un groupe armé de défense des Noirs, prêt à « répondre à la violence par la violence ». Son radicalisme avait valu à Williams son exclusion de l'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur (NAACP), au sein de laquelle il militait depuis son retour de la Deuxième Guerre mondiale.

Lorsque leur bus arriva à la gare routière de Monroe, les militants furent attaqués par des racistes. Parmi d'autres, James Forman, le secrétaire du Comité de coordination des étudiants

non-violents (SNCC), fut assommé et emmené en prison inconscient. Dans la foulée, des racistes et des policiers foncèrent en voiture vers le quartier noir en tirant sur les passants. La milice armée noire de Williams s'était préparée à les recevoir en fortifiant le quartier. Elle les arrêta net. Mais Williams fut ensuite accusé d'enlèvement et dut fuir le pays vers Cuba pour ne pas subir un procès forcément partial.

Le mouvement des Freedom rides finit par remporter une victoire. Le 1^{er} novembre 1961, l'État fédéral se résolut à faire appliquer une décision de déségrégation de la Cour suprême qui était restée lettre morte pendant des années.

Adeptes de la non-violence, ces militants avaient vaincu grâce à leur détermination. Mais, s'ils avaient gagné ou parfois tout simplement eu la vie sauve, c'était aussi parce que d'autres militants avaient fait le choix de s'armer, certains que seul le rapport de force pouvait faire plier l'État.

Une fois la ségrégation dans les bus supprimée, les militants non-violents se tournèrent vers une large campagne d'inscription des Noirs du Sud sur les listes électorales. Le combat s'avéra tout aussi difficile que celui qu'ils venaient de mener. Au bout du compte, la force qui allait permettre, au fil des années 1960, d'en finir avec les lois racistes, fut la rébellion du prolétariat noir. Les métropoles américaines furent alors le théâtre d'une succession de révoltes. De Los Angeles à Detroit, elles obligèrent les dirigeants de l'État le plus puissant du monde à reconnaître aux Noirs les mêmes droits formels qu'aux Blancs.

Lucien Déroit



Les Freedom riders.

Les lois interdisant aux Noirs et aux Blancs de voyager ensemble avaient été contestées précédemment devant les tribunaux. En 1946, 1950 et 1960, la Cour suprême des États-Unis avait rendu des arrêts confirmant l'illégalité de la ségrégation dans les transports, des arrêts rendus dans des cas individuels où des Noirs, en liaison avec des organisations antiségrégation, contestaient leur arrestation par la police des États du Sud pour avoir essayé de voyager avec des Blancs.

Les décisions de justice avaient changé bien peu de chose aux pratiques racistes. En fait, la lutte dépassait depuis des années le cadre des tribunaux. Des mouvements de boycott avaient obligé des municipalités à abroger la ségrégation dans les bus municipaux. Le plus

n'importe quels autres clients.

Contre les lois racistes

Les Freedom rides étaient l'étape suivante du mouvement des militants pour l'égalité, qui se voulaient non-violents face à des autorités qui les réprimaient violemment. Le premier voyage, en mai 1961, témoigna de cette violence raciste. John Lewis fut ainsi le premier militant agressé lorsque le bus traversa la Caroline du Sud. Il allait être plus tard élu démocrate de Georgie au Congrès, et le resta pendant trente-sept ans jusqu'à son décès en 2020.

C'est quand le bus atteignit l'Alabama que toute la fureur raciste du Ku Klux Klan s'abattit. À Anniston, une foule de Blancs incendia le bus et tabassa

attaqués physiquement par des racistes et emprisonnés par la police et la justice. À Montgomery, 1500 personnes rassemblées dans une église pour les soutenir furent assiégées par une foule raciste deux fois plus importante, qui commença à casser les vitres à coups de pierres. Le gouverneur de l'Alabama, pourtant raciste lui-même, eut peur d'un massacre filmé par les caméras de télévision et fit disperser la foule blanche.

Le pasteur noir Martin Luther King, dirigeant de la Conférence des dirigeants chrétiens du Sud, fit appel au président démocrate John Kennedy et à son frère Robert, ministre de la Justice. Il demandait à l'État fédéral de faire pression sur les gouverneurs racistes des États du Sud, presque tous démocrates également,



Le bus attaqué par le Ku Klux Klan à Anniston, en mai 1961.

Congés: **vol patronal**

Le gouvernement a choisi la loi sur la sortie de crise sanitaire, que viennent d'entériner la Chambre des députés et le Sénat, pour avaliser et renforcer le vol sur les congés des salariés au bénéfice des employeurs.

Ce sont pourtant les salariés qui ont payé les conséquences de la crise sanitaire au prix fort, voire au prix de la vie de certains d'entre eux. Des millions de travailleurs ont subi le non-respect par nombre de patrons des consignes élémentaires de sécurité, obligés de s'entasser dans des ateliers, des entrepôts, où la règle était: la production d'abord et faire marcher la machine à profits à n'importe quel prix.

Les salariés ont connu, jusqu'à récemment, l'omerta institutionnalisée sur les contaminations des collègues de travail par le Covid, afin de ne pas ralentir le rythme de travail. En retour, le gouvernement décide aujourd'hui que les salariés, qui ont déjà perdu une partie de leur paye avec le chômage partiel,

doivent en plus abandonner des jours de congés. Les employeurs pourront en effet récupérer au total huit jours de congés payés, comptabilisés en jours ouvrés (c'est-à-dire une semaine et trois jours). Il suffira pour cela, au pire, qu'ils trouvent un ou des syndicats prêts à signer un accord dans ce sens.

Jusqu'ici, dans le cadre des problèmes invoqués par les employeurs, cette récupération avait été limitée à six jours. Ce sont donc maintenant deux jours supplémentaires offerts aux employeurs, les huit jours étant à imputer avant le 30 septembre prochain. Il est vrai que dans bien des entreprises, des patrons n'ont pas attendu le feu vert de la loi pour imposer sous leur seule autorité des jours d'arrêt de travail, prévenant les

salariés la veille pour le lendemain ou le jour même, en imputant ces jours sur les congés.

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement a tenu à officialiser un autre vol, celui des jours de RTT. Ce sont dix jours que le patron peut voler aux salariés sous sa seule autorité, sans devoir faire semblant de conclure un accord. À sa seule convenance, il suffira que l'employeur prévienne 24 heures à l'avance. Au total, il peut ainsi récupérer 32% et jusqu'à 51,4%, des congés que les salariés ont acquis par leur travail. Cela équivaut à une baisse du salaire annuel pouvant dépasser les 8%, selon le nombre de jours dérobés.

Mais la messe n'est pas dite. Il n'y a aucune raison, loi ou pas loi, que les travailleurs, dans quelque entreprise où ils se trouvent, acceptent de se laisser ainsi dépouiller sans réagir.

Paul Sorel

Police: la fête des maires

Des reportages ont rendu compte des stages de formation de quelques heures mis sur pied un peu partout en France, ces dernières semaines, par la gendarmerie nationale. Il s'agit d'apprendre aux élus à faire face aux agressions de toute nature auxquelles ils peuvent-être confrontés.

Pour l'essentiel, il s'agit de leur enseigner le moyen de faire baisser la tension avec leurs interlocuteurs agressifs, en privilégiant l'écoute des doléances. Des spécialistes du GIGN, voire du RAID, y interviendraient.

Évidemment, on pourrait dire que ces « spécialistes du dialogue » devraient s'adresser en premier lieu à leurs collègues gardes mobiles ou autres agents de la police nationale à qui on devrait enseigner à l'utiliser plutôt que le lance-grenade en tir direct ou le flashball, pour éviter les centaines de blessés graves que leur usage intempestif a provoqué. Mais,

au-delà, il est incontestable que les élus, ceux des petites communes en priorité, sont de plus en plus souvent confrontés à des administrés déboussolés par une multitude de problèmes. Cela témoigne d'un désarroi général face à une société qui s'enfonce dans la crise, qui charrie l'individualisme forcené, le repli sur soi et nombre de dérives.

En 2020, 1276 agressions, menaces, insultes envers les élus ont été recensées. C'est trois fois plus qu'en 2019. L'association des maires de France, l'AMF, note que 500 maires ou adjoints et 63 parlementaires ont, durant la même période, été agressés

physiquement. Il y aurait eu un ciblage contre 63 véhicules et contre 68 domiciles d'élus.

La perte d'un emploi, la perte du logement, celle d'une allocation vitale pour survivre mettent à cran des millions de personnes. L'incertitude face au lendemain est quasi générale dans les milieux populaires. Ce n'est pas la même situation dans les quartiers riches. Et, sur le terrain, le maire et les élus de base sont bien souvent les seuls interlocuteurs qui restent à portée de la population, sans pouvoir résoudre la détresse et les angoisses de leurs administrés.

C'est la crise du système qui descend au bas de l'échelle. Mais là aussi il y aurait bien plus besoin de moyens réels que de conseils de policiers.

P. S.

Épargne: **142 milliards de réserves, pour qui ?**

Selon un rapport de la Banque de France, l'épargne des ménages a bondi en un an: depuis la fin du premier trimestre 2020, 142 milliards d'euros supplémentaires auraient été accumulés par rapport à la somme habituelle sur une même période. Les dépôts sur les comptes à vue et sur le livret A ont augmenté de 20%, soit 100 milliards d'euros.

D'après les analystes économiques, cette hausse de l'épargne aurait deux causes. La première serait les périodes de confinement, qui ont bloqué des dépenses n'étant pas de première nécessité, tels les sorties, les voyages, les achats pouvant être reportés, etc. Ces économies qualifiées de forcées ont majoritairement concerné les couches les plus aisées de la population, on le constate d'ailleurs en voyant une partie d'entre elles investir maintenant dans l'achat d'appartements ou de résidences secondaires.

Une autre cause, qui touche, elle, les travailleurs, serait l'inquiétude face à l'avenir devant la difficulté de trouver un emploi, quand les licenciements économiques se multiplient et le chômage augmente. Mais encore faudrait-il

qu'ils aient eu les moyens de mettre de l'argent de côté, l'allocation de chômage partiel ne couvrant que 84% de leur salaire antérieur, et pour les plus modestes c'est surtout leur endettement qui a augmenté. En définitive, selon le Conseil d'analyse économique, 70% du surplus de l'épargne n'a été accumulé que par un cinquième des ménages.

Dans cette période de crise où les fermetures d'entreprises se multiplient, les plus riches se moquent de « l'intérêt national » et choisissent d'arrondir leur capital par la spéculation, même si cela conduit l'économie au précipice. Quant aux travailleurs, ils seraient trop heureux s'ils pouvaient, eux, avoir un petit bas de laine en prévision de lendemains qui déchantent.

Marianne Lamiral



Cimetière de voitures Autolib.

Autolib: objets touchés par le chômage

Les Autolib, voitures électriques partagées qui fonctionnaient à Paris de 2011 à 2018, sont stockées depuis sur un terrain vague dans le Loir-et-Cher.

Parfaitement fonctionnelles, elles sont environ 3000 et côtoient d'autres voitures partagées de Bordeaux et Lyon, également mises hors de service. Toutes ces voitures électriques auront donc apporté pendant sept ans un service à un certain nombre de personnes, et offert une belle publicité au

groupe Bolloré qui a réalisé leur construction.

Mais la rentabilité de ce service ayant été jugée trop faible, elles finissent à présent au rebut, comme d'innombrables ordinateurs, bateaux ou usines en ruine, victimes d'une économie aberrante.

Le capitalisme organise le gâchis à petite et grande échelle. Autolib en est un exemple parmi tant d'autres.

Thomas Baumer



Des maires de la Creuse en formation.

RATP : un point marqué contre la répression

Le 22 juillet 2020, Alex, conducteur de bus, militant CGT au dépôt de bus de Vitry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, était passé en conseil de discipline.

Le prétexte était une participation au blocage de la sortie des bus lors de la grève contre la réforme des retraites, et une altercation avec le directeur qui voulait interdire une permanence CGT en invoquant l'épidémie de Covid. Le licenciement alors décidé par la RATP vient d'être refusé par le ministère du Travail.

Alex étant élu au CSE, la procédure était d'abord passée devant l'Inspection du travail qui avait jugé le licenciement injustifié. La RATP avait alors fait un recours devant le ministère du Travail, qui vient de rendre une décision allant dans le même sens. C'est dire combien le dossier disciplinaire de la direction

était de façon trop évidente un simple montage servant à régler ses comptes avec les militants de la grève. D'autres travailleurs avaient d'ailleurs été sanctionnés de deux mois de mise à pied sans salaire.

Mais des actions de soutien n'ont pas cessé de dénoncer et faire connaître les méthodes répressives de la direction, avec une grève au dépôt de Vitry, une campagne de soutien de militants syndicaux de diverses organisations dans les dépôts de bus, et dans bien des secteurs du métro et de la maintenance. Un comité de soutien pour Alex avait aussi été créé avec notre camarade Nathalie Arthaud et diverses personnalités du monde artistique, syndical

et politique.

Si la RATP essayait un autre recours, ce serait du jusqu'au-boutisme répressif. Dans l'immédiat, la décision est un soulagement pour Alex et pour tous les travailleurs, face à l'acharnement d'une direction qui voudrait soumettre tous les travailleurs par la peur du licenciement, en vue d'imposer la hausse du temps de travail dès 2022 dans les bus, avant leur passage en filiales.

C'est un encouragement surtout à soutenir Ahmed, un autre militant CGT sous le coup d'une décision de licenciement, suite à une manipulation de la direction le présentant comme l'auteur d'un harcèlement moral envers un chef au dépôt de Flandres. La mobilisation contre cette politique répressive doit continuer.

Correspondant LO



Coca-Cola - Dunkerque : cinq jours de grève

Mardi 25 mai en début d'après-midi, les travailleurs de Coca-Cola Dunkerque se sont mis en grève à la quasi-unanimité. Ils ont quitté l'usine, où ils produisent en plus du Coca d'autres boissons, pour s'installer sur le parking.

Depuis longtemps la situation devenait insupportable. En 2017, la direction avait supprimé plusieurs dizaines d'emplois, alors qu'elle mettait en place des machines de production nouvelles et beaucoup plus importantes, nécessitant moins de travailleurs, mais pour eux plus de déplacements, d'escaliers à grimper, de risques d'accident, de fatigue. Conjugué avec le travail posté en trois équipes plus une en SDL (week-end et lundi) et le non-remplacement des travailleurs absents, les burn-out se sont multipliés. Cela dans une usine très rentable: en 2020, le bénéfice net a été de 14 millions d'euros. Pour 387 travailleurs, 20 sous-traitants en permanence et 70 intérimaires qui ne restent souvent que quelques jours, cela représente un profit de 2 600 euros par travailleur et par mois. Près de la moitié du bénéfice a été versée aux actionnaires.

Durant la pandémie, la production a augmenté par rapport à 2019. Mais les salaires sont bas: 1 200 à 1 300 euros pour un travailleur débutant en poste. Au bout de vingt ans, entre 1 800 et 2 000 euros. Les primes sont une part importante du salaire, mais l'ensemble des primes de participation et d'intéressement

a diminué de moitié ces cinq dernières années. Quant à la prime booster basée sur la production et la diminution des déchets, ses objectifs étaient devenus inatteignables, provoquant une perte annuelle de 910 euros.

Face à la grève, la direction est restée sur une augmentation annuelle pour 2021 de 0,8%, mais elle a abaissé les objectifs requis par la prime booster pour la remettre à niveau. Elle devrait allonger les missions intérimaires, ce qui augmenterait les effectifs. Les négociations sur les primes d'intéressement et de participation prévues le 9 juin, et celle sur la prime de pouvoir d'achat Macron à la fin du mois, seront sous pression de la grève. Enfin, les grévistes dénonçaient le manque de communication et le manque de respect de la part de la hiérarchie. La direction s'est engagée à changer de pratiques.

La grève s'est terminée vendredi 28 mai, après la signature d'un protocole d'accord par les syndicats CGT et FO. Mais les travailleurs en SDL n'ont pas travaillé le samedi, par solidarité avec les grévistes, et n'ont repris que le dimanche matin.

Voilà une grève qui a fait bouger les lignes en faveur des travailleurs.

Correspondant LO

Renault - Guyancourt : maintien des emplois et des salaires !

Mardi 1^{er} juin, près de 200 travailleurs du Technocentre Renault, de Lardy, d'Aubevoye, ainsi que des délégations des usines de Cléon et Sandouville se sont rassemblés sur le site de Guyancourt.

Ils protestaient contre la volonté de la direction de se séparer de 27 de leurs camarades de la maintenance des moyens d'essais, qui seraient externalisés vers la société P2M. Ils y perdraient une partie de leurs revenus.

Plusieurs interventions de militants syndicaux ont dénoncé la politique de Renault. La direction exerce

un chantage au licenciement, faute d'acceptation d'une rupture conventionnelle collective. Et, au-delà des 27 travailleurs sur la sellette, des milliers de suppressions de postes sont prévues. Des militants ont insisté sur la nécessité de s'organiser pour riposter, que les milliards de profits doivent servir à garantir les

salaires et que le travail soit réparti entre tous les bras.

Les manifestants ont ensuite défilé dans le Technocentre, scandant: « On est là pour l'honneur des travailleurs », « Maintien des emplois, maintien des salaires ». La direction n'a su que faire la sourde oreille, refusant de recevoir les 27 travailleurs de la maintenance. Cela n'a pas privé les manifestants du plaisir des retrouvailles, se donnant rendez-vous... au prochain rassemblement.

Correspondant LO



Fonderie de Bretagne : 6^e semaine de grève

Samedi 29 mai à Hennebont, à l'appel de la CGT, 1 500 manifestants sont venus soutenir les travailleurs de la Fonderie de Bretagne. En grève, ceux-ci occupent leur entreprise depuis plus de cinq semaines pour s'opposer à la vente par Renault de la fonderie. 350 emplois sont menacés.

Malgré les difficultés dues à la longueur du conflit, l'impression de se heurter à un mur et les mensonges de Renault qui ose parler « d'escalade de la violence » et invoquer la « liberté du travail », les grévistes

tiennent bon. Car qui est violent en voulant priver des travailleurs de leur emploi, sinon Renault, qui a des milliards en caisse ?

Les grévistes de la Fonderie de Bretagne ont raison de se battre. La manifestation du 29 mai a montré qu'ils ont le soutien de la population. La lutte est la seule réponse au plan de Renault, qui vise à supprimer 15 000 emplois dans le monde: ce sont les actionnaires qu'il faut virer, pas les travailleurs qui produisent tout.

Correspondant LO

Hôpital Saint-Antoine – Paris : “Sans labos, pas d’hosto!”

Depuis la mi-mai, une partie des techniciens et des agents des laboratoires de l’hôpital Saint-Antoine sont mobilisés pour des augmentations de salaire.

Le ministère de la Santé a en effet annoncé, à travers le Ségur de la santé, des revalorisations salariales pour octobre 2021... mais prévues uniquement pour un tiers des travailleurs hospitaliers. Les autres n’auront donc droit à rien. Que ce soit les techniciens de laboratoire, les agents hospitaliers, les ouvriers, les agents administratifs, les assistantes sociales ou les secrétaires... pour eux ce sera zéro.

Mardi 18 mai, 60 % des techniciens de laboratoire étaient grévistes à l’échelle de l’Assistance

publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). À l’hôpital Saint-Antoine, une assemblée générale a rassemblé 70 personnes ce jour-là, qui sont allées rejoindre la manifestation parisienne. Les grévistes avaient bariolé leurs blouses, fabriqué des pancartes et des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Sans labo, pas d’hosto », « Du salaire pour traiter vos glaires », « Blouse blanche, colère noire », « Ras la pipette », ou encore « Tech en colère, marre de la galère », revendiquant de meilleurs salaires, mais aussi davantage d’effectifs.

Si certains considéraient au début qu’il valait mieux rester entre techniciens pour obtenir gain de cause, l’opinion a évolué au cours de la mobilisation, en constatant que les attaques subies par l’ensemble des travailleurs hospitaliers sont les mêmes, quel que soit le grade ou la profession et qu’il leur faut lutter tous ensemble.

De nouvelles assemblées générales ont eu lieu à Saint-Antoine les 20 et 25 mai, se poursuivant par une manifestation très remarquée au sein de l’hôpital, et à chaque fois rejointe par des travailleurs d’autres services qui, eux aussi, se sentent concernés par le sous-effectif et les bas



Dans une manifestation de juin 2020.

salaires.

En accordant des revalorisations salariales en fonction de l’ancienneté ou de la catégorie, le gouvernement essaie de créer la division, mais bien des travailleurs refusent de tomber dans ce piège. Ceux des labos sont

fiers de redresser la tête et d’ouvrir la voie. La prochaine journée de grève du secteur de la santé, le 15 juin, peut être l’occasion pour l’ensemble des hospitaliers de les rejoindre et d’entrer eux aussi dans la lutte.

Correspondant LO

Hôpital Saint-Louis – Paris : une pénurie de personnel organisée

Les aides-soignantes embauchées à l’AP-HP voient un attrait dans la possibilité de passer des concours, en particulier celui qui conduit à la formation infirmière.

Certaines ont déjà cette perspective en tête dès l’embauche. D’autres, après des années de travail dans les services, s’en sentent la capacité. Cette année, à l’hôpital Saint-Louis, sans doute un effet de la pandémie, elles étaient trois fois plus nombreuses que d’habitude à avoir passé le concours et une vingtaine à l’avoir réussi. Mais seulement quatre ont obtenu le financement de la formation par l’hôpital. Même le

fait d’avoir eu 20/20 n’était pas une garantie, car un autre classement était effectué pour accorder le financement, en fonction de l’absentéisme, des entretiens d’évaluation et de l’appréciation des cadres.

L’information sur le financement a été diffusée tardivement et seulement à quelques jours de la clôture des inscriptions à l’IFSI (Institut de formation en soins infirmiers). Ne pas obtenir le financement par l’hôpital

signifie devoir prendre un crédit pour payer les 24 000 euros de la formation, et trouver comment vivre sans salaire pendant trois ans. C’est de fait impossible pour celles qui sont chargées de famille.

Alors qu’il manque des dizaines de postes infirmiers sur l’hôpital, les aides-soignantes l’ont en travers de la gorge. Se sentant bloquées dans leur métier, elles ont rédigé une pétition qu’elles ont fait circuler dans les services.

De leur côté, les jeunes infirmières diplômées, qui ne connaissaient pas l’hôpital avant, sont nombreuses

à le quitter rapidement. Ce n’est pas pour autant que les aides-soignantes qui veulent suivre la formation puissent le faire, même si elles restent à l’hôpital.

La direction s’est sentie obligée d’organiser une réunion d’information pour dire qu’elle n’avait pas d’argent pour financer plus de formations. Elle a promis qu’en tout et pour tout celles qui avaient réussi le concours n’auraient pas à le repasser et pouvaient préparer un nouveau dossier de financement pour l’an prochain. En ajoutant toutefois qu’elles ne seraient pas prioritaires.

Quant à augmenter le nombre des financements, le DRH ne s’est pas engagé, la formation durant trois ans et lui-même ne sachant pas s’il y aurait encore des postes infirmiers à pourvoir d’ici là.

C’est la direction de l’AP-HP elle-même qui produit le sous-effectif pour mettre la pression sur le personnel, et qui laisse les conditions de travail se dégrader. Alors, prétendre que l’hémorragie d’infirmiers puisse se résorber comme par enchantement est une véritable provocation.

Correspondant LO

Territoriaux de Paris : la mobilisation se poursuit

La mobilisation continue contre la loi de transformation de la fonction publique, qui prévoit de voler huit jours de congés annuels à la plupart des agents territoriaux. À Paris, les éboueurs et les égoutiers ont débrayé massivement mardi 25 mai et 400 d’entre eux sont allés occuper l’Hôtel de Ville.

Depuis plusieurs jours, les détritiques s’amoncelaient dans les rues, preuve de la colère. Elle était d’autant plus grande après une réunion de cadres, tenue quelques jours auparavant et enregistrée à leur insu, qui montrait tout le mépris de ces chefs pour le temps de travail des agents de la propreté.

Les grévistes étaient aussi venus demander des comptes à la maire de

Paris. Après avoir, comme d’autres, chanté les louanges des « premiers de cordée » de la crise sanitaire, Hidalgo leur offre en récompense une régression d’ampleur.

L’occupation, qui se voulait pacifique et festive, a eu droit à une intervention musclée de la police contre ceux qui étaient venus en soutien derrière la mairie. Ils se sont retrouvés coincés comme dans une nasse pendant plusieurs heures, deux

d’entre eux ont été blessés par une charge, deux mis en état d’arrestation et d’autres verbalisés.

« Ce n’est pas ces intimidations qui peuvent freiner notre volonté », disaient des employés des différents secteurs rassemblés jeudi 27 mai devant l’Hôtel de Ville. Venu des Ehpad, des services sociaux, de la protection de l’enfance, des espaces verts, des sports, de la propreté... ils ont réitéré, comme le jeudi précédent, leur refus du passage forcé à 1607 heures : « Pas une minute de travail en plus ! »

Un premier recul du cabinet de la mairie, qui propose « seulement » trois



Devant l’Hôtel-de-Ville de Paris le 25 mai.

jours de congés en moins dans l’année, plutôt que les huit jours remis en cause par la loi, est un encouragement à poursuivre la mobilisation. Beaucoup parmi les travailleurs territoriaux ont conscience que cette attaque sur leur temps de travail n’est qu’un aspect d’une remise en cause plus générale en cours depuis des années, pour faire des économies de toute sorte sur

leur dos.

Pour faire échec à ces mauvais coups et aux tentatives de la mairie de Paris de disperser les négociations département par département, il faut continuer de rester unis au-delà des catégories et des spécificités. Une nouvelle manifestation interservices était prévue jeudi 3 juin.

Correspondant LO

Ikea - Saint-Quentin-Falavier : débrayage pour les salaires

À l'entrepôt logistique d'Ikea de Saint-Quentin-Falavier, situé dans l'Isère, à 20 km de Lyon, et qui s'occupe exclusivement des commandes Internet, les bénéfices de l'année 2020 ont été les meilleurs jamais enregistrés, du fait de la fermeture des magasins grand public de l'enseigne.

Les conditions de travail y sont difficiles, des marchandises comme la vaisselle doivent être récupérées à la main en se baissant dans les racks, pour être ensuite conditionnées, occasionnant des douleurs au dos. Pour les marchandises déjà en carton ou sur palette, les quelque 300 préparateurs de commande utilisent des transpalettes auto-portés ou des chariots élévateurs. Mais ces engins tombent régulièrement en panne, tant l'entretien est

le cadet des soucis de la direction. Les intérimaires représentent 40 % des effectifs de l'entreprise et le « diviser pour régner » du patron est visible : les CDI et CDD ont un gilet jaune pour le travail, les intérimaires un gilet orange et les stagiaires un gilet bleu. Les salaires sont à 1200 euros et seuls ceux qui travaillent la nuit peuvent espérer toucher 1800 euros.

Pour remercier les travailleurs de cet entrepôt des bénéfices record, la

direction les a accueillis un matin en leur offrant... un petit pain au chocolat décongelé et une brique de jus de fruits ! Un tel mépris n'a pas rempli les estomacs mais a bien nourri la colère. Vendredi 28 mai, une centaine de travailleurs ont débrayé toute la journée, à l'appel d'une intersyndicale FO-CFDT-SUD-CGC, pour réclamer une prime de 1000 euros, des augmentations de salaire ainsi que l'embauche des intérimaires. Les grévistes dénonçaient surtout l'attitude de la direction : « On n'est pas des chiens ! » disaient-ils. Une cinquantaine de grévistes se sont rassemblés devant l'entrepôt, dans une ambiance fraternelle



autour d'un barbecue, tandis que des cadres inquiets tournaient autour, ne s'attendant visiblement pas à un tel débrayage.

Pour l'instant, le patron n'a pas répondu aux revendications, mais a déjà dû changer de ton face à des travailleurs qui ont relevé la tête. L'idée qu'il faudra de nouveau débrayer fait son chemin, s'appuyant

notamment sur l'exemple des travailleurs de FM Logistic de Gennevilliers dans la région parisienne, sous-traitants d'Ikea. Après une semaine de grève en mars dernier, ceux-ci ont obtenu des augmentations de salaire et une prime de gazole. Pas sûr donc que le patron en ait fini avec la contestation!

Correspondant LO

La Redoute : un pépin dans la clémentine

Mis à pied une journée pour avoir mangé une clémentine à proximité de son poste de travail, un salarié de La Redoute à Quai 30, l'usine d'expédition des colis, a gagné en appel.

Il y a trois ans, l'objet du « délit », une peau de clémentine, était retrouvé à côté de son poste par une chef zélée de ce salarié, qui avait alors quatorze ans d'ancienneté et un casier vierge de sanction disciplinaire. Les faits :

une panne de machine avait entraîné un arrêt de la production. Le salarié, qui avait pris son poste à 6 heures du matin, s'était retiré sur un banc proche et avait mangé la fameuse clémentine. La machine redémarrée, il

avait pris les pelures avec lui et les avait posées près de lui. Malgré ses explications, la direction, bien décidée à faire un exemple, l'avait sanctionné d'une journée de mise à pied, ce qui lui avait coûté 77,53 euros!

Le conseil des prud'hommes avait validé la sanction, sous prétexte que le règlement intérieur interdisait de manger à

son poste de travail. En revanche, la cour d'appel de Douai vient de rendre un jugement contraire, estimant la sanction disproportionnée au regard des faits reprochés.

Il est insupportable que les patrons puissent s'arroger le droit d'imposer un règlement infantilisant les travailleurs et leur interdisant une chose aussi

naturelle que manger un fruit pendant une panne, après plusieurs heures de travail intense.

Heureusement, la direction de La Redoute se couvre de ridicule : elle va devoir rembourser la journée de mise à pied, ce que l'ensemble des salariés de La Redoute ressentent comme une victoire.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Algérie : le pouvoir veut museler toute contestation

À Alger, les marches hebdomadaires du Hirak, qui avaient repris en février après un an d'interruption, ont été interdites et réprimées. 2 000 manifestants auraient été interpellés et, si beaucoup ont été relâchés, 180 seraient toujours incarcérés ; la justice vient de condamner vingt d'entre eux à des peines de prison ferme.



Bejaïa le 28 mai.

En organisant la tenue d'élections législatives anticipées le 12 juin prochain, censées poser les bases d'une Algérie nouvelle, le président Tebboune dit avoir répondu aux principales demandes du Hirak et donc rendu les

manifestations inutiles. Il veut maintenant restaurer la stabilité politique nécessaire aux affaires de la bourgeoisie algérienne et des grands groupes internationaux présents dans le pays.

La répression s'est

abattue sur les partisans du Hirak qui appellent au boycott du scrutin, mais en fait il s'agit de mettre au pas l'ensemble de la population, de l'empêcher de s'exprimer et de manifester. Cette répression s'accompagne d'un dénigrement des militants, des journalistes, des contestataires et des travailleurs qui luttent pour leur survie, comme les pompiers de la protection civile. Elle vise aussi des organisations de gauche, comme le PST (Parti socialiste des travailleurs) lié au NPA en France, menacé maintenant d'interdiction. Tous sont accusés d'être « à la solde de pouvoirs étrangers ». Suivant un article de la revue de l'armée Djeich, un documentaire produit par les militaires, intitulé *Qui vise l'Algérie ? La vérité complète*, a été diffusé à la télévision pour propager cette idée.

Si les manifestations du Hirak ont pu être dispersées, c'est aussi que le

nombre des participants s'est considérablement réduit, hormis dans quelques villes de Kabylie comme Tizi Ouzou ou Bejaïa. Les classes populaires et les travailleurs s'en sont détournés, par lassitude, mais surtout parce que les leaders politiques qui prétendent l'incarner ont ignoré les exigences sociales qui n'ont cessé de s'exprimer et ne leur ont offert aucune perspective. En effet, ces derniers mois ont été émaillés de grèves dans les secteurs

public et privé, pour les salaires, pour des embauches, des titularisations, et pour le droit syndical. Ce mécontentement est profond et il n'est pas près de s'éteindre.

Après le référendum de 2020 sur la Constitution, les prochaines élections du 12 juin sont vécues comme une mascarade démocratique de plus. Il est peu probable qu'elles suffisent à apporter la stabilité souhaitée par l'armée et les classes dominantes algériennes.

Leila Wahda

Une agression sauvage et la colère des enseignants

Dans la nuit du lundi 17 au mardi 18 mai, l'agression de dix institutrices dans leur logement collectif de fonction d'une école de Bordj Badji-Mokhtar, près de la frontière avec le Mali, a provoqué l'émotion de la population et la colère des enseignants.

Cette agression est la quatrième que ces institutrices ont subie. En avril dernier, elles avaient même organisé un rassemblement devant la direction de l'Éducation pour demander des agents de sécurité, du réseau ou une ligne téléphonique pour appeler en cas d'urgence. En vain. En les abandonnant à leur sort, la direction de l'Éducation a en fin de compte encouragé leurs agresseurs, qui ont pensé pouvoir agir en toute impunité.

Ce fait a aussi mis en lumière les conditions de vie des enseignants des régions reculées. Ils sont logés dans des conditions

misérables, parfois sans eau courante ni électricité, tandis que ceux des grandes villes sont contraints de loger dans les dortoirs, ou de s'entasser dans des appartements en colocation.

Depuis des semaines, les enseignants, mal payés et maltraités par leur administration, sont mobilisés pour obtenir l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Ils ont été nombreux, ces derniers jours, à faire grève pour dénoncer cette agression sauvage et une administration pleine de mépris à l'égard du personnel.

L. W.

Namibie : un génocide pas cher payé

Vendredi 28 mai, le gouvernement allemand a reconnu le terme de génocide pour désigner les massacres de 65 000 Herero et de 10 000 Nama entre 1904 et 1908 dans sa colonie du Sud-Ouest africain, la Namibie actuelle.

L'impérialisme allemand a sévi dans ce territoire quelques décennies avant d'être dépossédé de ses colonies africaines en faveur des vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Mais il se montra aussi féroce que les autres puissances coloniales, au point que les massacres perpétrés en Namibie sont considérés comme le premier génocide du 20^e siècle.

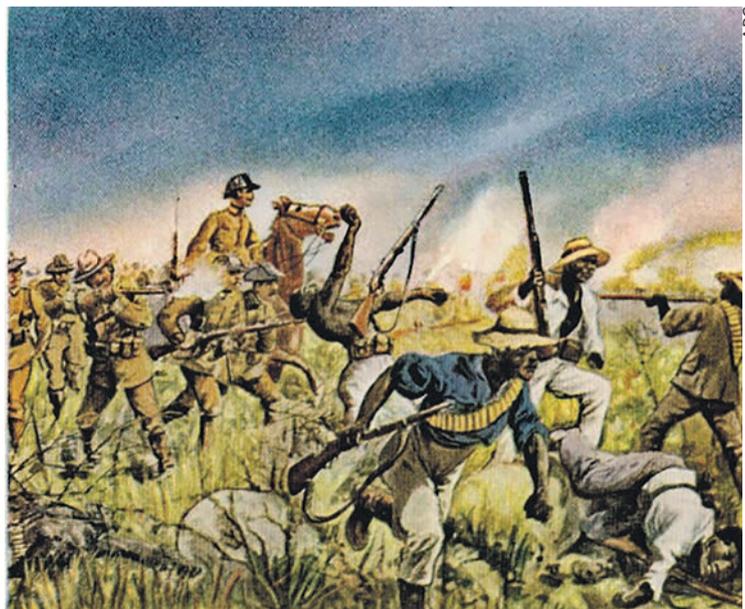
Herero et Nama étaient deux populations vivant d'élevage. La colonisation allemande les chassait des meilleures terres et détruisait les circuits de la transhumance. En 1904, la révolte éclatait et la répression fut terrible, conduite par 15 000 soldats débarqués sous le commandement du général Lothar von Trotha, surnommé le Requin depuis qu'il avait participé à la répression du soulèvement des Boxers en 1900 en Chine. Aux exécutions systématiques des hommes, femmes et enfants, aux viols s'ajoutèrent les déportations dans des camps de concentration sur le modèle de ceux que les Anglais avaient ouverts lors de la guerre des Boers à la même époque. Ce furent des mouroirs. Les survivants se réfugiaient dans le désert du Kalahari, mais les points d'eau furent empoisonnés sur ordre du commandement allemand.

Dans les colonies françaises, belges ou anglaises, toute révolte était aussi impitoyablement brisée. Mais le général von Trotha laissa des ordres écrits : « À l'intérieur des frontières allemandes, chaque Herero, armé ou non armé, sera abattu. Je n'accepterai pas non plus de femmes ou d'enfants. » L'objectif explicite d'extermination a fait qualifier le massacre de génocide dans les années 2000. Estimés à 80 000 au début du 20^e siècle, les Herero n'étaient plus que 11 000 en 1911 ; la moitié des Nama avaient été massacrés.

Le gouvernement allemand a accepté le terme de génocide et présenté des

excuses au nom du peuple allemand après des années de négociations avec le gouvernement namibien. Il s'est engagé à verser 1,1 milliard d'euros, en trente ans, destiné au développement du pays pour solde de tout compte. Mais surtout, il a obtenu des autorités namibiennes la garantie qu'il n'y aurait pas de poursuites juridiques engagées par des descendants de victimes de la colonisation allemande. Derrière le geste de reconnaissance du crime colonial se dissimule, à peine, un sordide calcul. Quant aux descendants des Herero et des Nama, aujourd'hui ultra-minoritaires dans leur propre pays, condamnés à une vie misérable, il n'est même pas certain qu'ils voient la couleur de ce milliard promis par le gouvernement allemand.

Boris Savin



Les troupes allemandes combattant les Herero, peinture propagandiste.

Travail des enfants : plus nombreux, plus exploités

Conséquence de la pandémie, le travail des enfants est reparti à la hausse. C'est ce que montrent trois ONG, dont Human Rights Watch (HRW), dans un rapport publié le 26 mai, après une enquête effectuée dans trois pays : au Ghana, en Ouganda et au Népal.

Les enquêteurs ont interrogé 81 enfants de moins de 14 ans travaillant dans des briqueteries, des usines de tapis, des mines d'or, des carrières, des pêcheries et dans l'agriculture. La majorité des enfants interrogés sont devenus le principal salarié de leur famille après le début de la pandémie, pour compenser la perte de revenus de leurs parents ou pour remplacer un parent mort

du Covid. Les fermetures d'écoles, en privant les écoliers des repas scolaires, ont contribué à installer la faim au sein des foyers.

Avant la pandémie, on estimait à 150 millions (près d'un enfant sur dix) le nombre d'enfants exploités dans le monde. D'après HRW, des centaines de milliers d'autres ont depuis rejoint leurs rangs, subissant à leur tour les conditions de travail dangereuses, les violences des chefs, les horaires à rallonge – plus d'un tiers des enfants interrogés travaillent au moins dix heures par jour et sept jours sur sept – et les salaires de misère.

Julie Lemée